

La Communale

La lettre d'information des directeurs de l'éducation
n° 60 / MARS 2017 - www.andev.fr

SOMMAIRE 02 DOSSIER POST CONGRES DE BREST

02 Nouveau Conseil d'administration

Compte-rendu de l'Atelier : « Vivre ensemble : Comment continuer malgré les actes terroristes, l'exigence sécuritaire ? Quels impacts sur la relation aux familles ? Sur les enfants ? » avec propos introductifs de Frédéric Jésus

08 Un regard européen : développer les Cités de l'éducation

13 RÉFORME DES TEMPS ÉDUCATIFS

13 L'ANDEV auditionné par le Sénat le 15 Février 2017 sur le bilan des PEDT

18 PLAN NUMÉRIQUE

18 Une journée d'actualité ANDEV/CANOPE aux Rencontres de l'ORME

19 ACTUALITES

19 L'école en tension face aux familles radicalisées.

21 VIE DE L'ASSOCIATION

21 Cantines bio – rencontre nationale du club des territoires

22 L'ANDEV a participé à la conférence des Territoires éducatifs

25 Rencontre des PEL les 8 et 9 mars 2017 à Brest

26 Assises de la Culture, communiqué de la FNADAC, les 9 et 10 mars 2017 à Strasbourg

27 VIE DES RÉSEAUX RÉGIONNAUX

27 CENTRE : Mercredi 14 octobre 2016

30 NORD-EST : Vendredi 4 novembre 2016

34 RHONE-ALPES : Mercredi 9 novembre 2016

36 ILE DE FRANCE : Lundi 10 novembre 2016

40 SUD MÉDITERRANÉE CR 25 novembre 2016

47 LECTURES

édito



Rozenn MERRIEN
Présidente de
l'ANDEV

L'année 2017 sera marquée d'échéances importantes dans l'évolution attendue du service public d'éducation. La refondation de l'école passe le cap de sa quatrième année de mise en œuvre. Les choix à venir seront donc décisifs pour conforter et consolider les premières transformations engagées au service d'une école bienveillante et inclusive, capable d'agir pour la réduction des inégalités sociales et territoriales.

En parallèle des démarches conduites au niveau national, l'évaluation des premiers PEDT, outils transversaux de coéducation, devient une préoccupation sur les territoires. L'ANDEV s'associe à la réflexion et a initié, en 2016, une enquête auprès de ses adhérents, portant sur l'évolution des pratiques professionnelles dans le cadre de la mise en place des PEDT. Les premières tendances seront communiquées prochainement !

C'est également dans ce contexte riche de débats d'idées que le nouveau site de l'association fait ses premiers pas, avec l'arrivée du printemps. Le partage de points de vue et d'expériences est l'atout de notre réseau territorial, c'est ce qui nous réunit au sein de l'ANDEV. Ce nouveau site sera à notre service pour valoriser l'action et l'engagement quotidien des territoriaux au cœur des évolutions engagées du service public d'éducation.

Rozenn MERRIEN,
Présidente de l'ANDEV

AG DE BREST

Nouveau Conseil d'administration Carte d'identité 2017

Suite à notre Assemblée Générale de Brest de nouveaux membres sont venus rejoindre nos instances. Voici ainsi la nouvelle composition de celles-ci pour 2017. Merci à tous !

Conseil d'administration

Bureau national

- Rozenn Merrien Présidente
- Janine BOUVAT, Bernard MAILLARD et Thierry VASSE, Vice-Présidents.
- Nicolas DEBUCQUET, Secrétaire, Marie-Josée TORRERO Secrétaire Adjointe.
- Arnaud CHIOMENTO, Trésorier
- Laure-Hélène BARSACQ Trésorière Adjointe.

Administrateurs

- Chantal BLANDEL
- Pierre CHARTIER Pau
- Marie-Agnès CHOPIN St Herblain
- Laurent DAUTY Mondeville
- Isabelle FAQUET Chenove
- Gabriel FRAGA Les Ulis
- Bruno ZOPPIS Istres

Commission permanente (renouvelée lors de l'AG du 8 décembre 2017)

Nicolas AURY (Directeur SIRESCO) • Laure-Hélène BARSACQ (Buc) • BAUDELLOT (Mery sur Oise) • Sylvain BENAIN (Tours) • Martine BEZZINA, Chantal BLANDEL, Alain BOCQUET, Christophe BOIS (le Havre) • Stéphanie BOUTIER (Guyancourt) • Janine BOUVAT (La Ciotat) • Sylvie CHALOT (le Havre) • Pierre CHARTIER (Pau) • Arnaud CHIOMENTO (Bezons) • Marie-Agnès CHOPIN (Saint-Herblain) • Laurent DAUTY (Mondeville) • Nicolas DEBUCQUET (Cholet) • Marie-Christine DELAUNAY FELIX (Nantes) • Isabelle FAQUET (Chenove) • FRAGA (Ulis) • Régis GIUNTA (Strasbourg) • Carole GUYET (Communauté de communes du Haut-Gard Rhodanien) • Henri HAMELIN (Cornebarrieu) • KADIRI (Ecouen) • Nolwenn LECUYER (Brest) • Thierry LEOUFFRE (Nîmes) • Catherine LE POIZAT, Jean Michel MACAULT (Angers) • Bernard MAILLARD (Evry), MENIER (Montreuil) • Marie Claire MERCIER (La Roche-sur-Yon) • Rozenn MERRIEN (Saint Denis), Bernard MEYRAND, Paul MONNOYER (Brest) • Carole Mortelecq (Beauvais) • Nicole OBRECHT-DOREAU (Châlons en Champagne) • Francis OUDOT (Aix-en-Provence) • Rémi PRIEUR (La Roche-sur-Yon) • PIKE (Chasse-sur-Rhône) • Marie-Christine PORTET SALOMON (Perpignan) • Philippe SEFERIAN (Triel sur seine) • Jan SLIWA (Saint-Denis) • Marie-Josée TORRERO (Guyancourt) • Aurélie TOUTAIN-GUIVARCH (La Celle Saint-Cloud) • Thierry VASSE (Orvault) • Bruno ZOPPIS (Istres).

LE HAVRE Congrès 15, 16, 17 novembre 2017

Notez ces dates !

Nous vous communiquerons le programme dès que possible mais sachez déjà que nous échangerons sur culture(s), éducation, transmission, citoyenneté et que l'ANDEV y fêtera son 25^e anniversaire... !

Compte-rendu de l'Atelier : « **VIVRE ENSEMBLE : Comment continuer malgré les actes terroristes, l'exigence sécuritaire ? Quels impacts sur la relation aux familles ? Sur les enfants ?** »

Intervenants :

- **Olivier Bodic**, psychiatre et coordonnateur régional de la cellule d'urgence Médico-psychologique du CHU de NANTES
- **Daniel Kerdraon**, Chef adjoint SSP CS Brest de la police nationale

Animateurs :

- **Stéphanie Boutier**, Directrice Générale Adjointe de la Ville de Guyancourt, membre de la commission permanente de l'ANDEV
- **Marie-Agnès Chopin**, Directrice de la Ville de Saint-Herblain, membre de la commission permanente de l'ANDEV
- **Frédéric Jesu**, pédopsychiatre de service public (1979 – 2014), consultant, formateur, militant associatif (droits de l'enfant, éducation populaire).

Rapporteur :

- **Caroline Guyet**, coordinatrice ALSH Communauté d'agglomération du Gard rhodanien, membre de la commission permanente de l'ANDEV

Propos introductifs – Frédéric Jesu

- L'un des enjeux de cet atelier consiste à repérer les moyens – matériels, humains, organisationnels – de « continuer à vivre ensemble » :
- malgré les menaces de tous ordres (environnementales et, plus récemment, terroristes) perçues et anticipées comme telles, en ceci qu'elles sont devenues permanentes mais qu'elles restent relativement imprévisibles ;
- sachant aussi que ces menaces pèsent sur tous les espaces publics et parapublics et en particulier sur les différents espaces éducatifs que fréquentent les enfants, les jeunes et les adultes présents à leurs côtés : établissements scolaires du premier et second degré¹, espaces-temps « périscolaires » et « extrascolaires » dans leurs diversités ;
- le « vivre ensemble » concernant alors non seulement l'accueil et l'« encadrement » des enfants et des jeunes mais aussi et surtout la pédagogie et les activités éducatives qui doivent continuer à leur être destinées au titre des missions de

base solidairement confiées à ces établissements et services, en lien coéducatif avec leurs parents.

- Du point de vue de la pédagogie, de l'éducation et des projets partagés qui les structurent, les exigences et les objectifs « sécuritaires » ne sauraient en effet être considérés comme extérieurs, contradictoires ou abusivement contraignants, voire comme des facteurs de régression. On sait depuis longtemps que la sécurité physique, la sécurité affective et la sécurité relationnelle des enfants et des jeunes sont des conditions incontournables – et parfois même des conséquences – d'un enseignement ouvert, de l'apprentissage de la liberté et de l'émancipation par l'éducation. Autrement dit, la dialectique de la sécurité et de la liberté, de la protection et de l'émancipation, de la main tenue et de la main lâchée est et reste au cœur de toute démarche éducative. Il n'est donc pas incongru de vouloir accroître, quantitativement et qualitativement, la part que peut y prendre une pédagogie raisonnée – et donc ni paniquée ni anxiogène – de l'anticipation et de la gestion des risques, des plus banals aux plus exceptionnels.

- Dans l'absolu, la pédagogie (progressive, collective, coopérative, participative, etc.) de la liberté peut donc s'articuler avec la pédagogie de la sécurité, à condition qu'elles ajustent leurs méthodes aux contextes matériels et institutionnels de leurs déploiements ainsi qu'aux âges des enfants et des jeunes concernés. En situation sinon d'alerte du moins de vigilance renforcée, la fameuse injonction, réitérée depuis plusieurs années dans les transports publics – « Attentifs ensemble ! » –, s'avère pertinente dans les espaces éducatifs collectifs. L'attention n'est-elle d'ailleurs pas une façon d'être et une disposition de l'esprit et du corps fortement attendues, à juste titre, des « élèves » en classe², ainsi que des enfants et des jeunes quand ils participent à des activités éducatives non scolaires ainsi qu'à plusieurs composantes de la vie familiale ?

- Encore faut-il ne pas confondre les registres sémantiques. Ainsi l'**attention** ici requise ne

¹ Sans oublier les crèches collectives, municipales et associatives.

² Jusqu'à susciter, depuis une vingtaine d'années, une incidence et une prévalence éminemment critiquables des prétendus « troubles déficitaires de l'attention avec ou sans hyperactivité » en milieu scolaire.

doit-elle pas être exclusivement corrélée à des risques d'**attentats**. L'attention (du latin *attendere*, tendre vers) désigne un effort résolu et soutenu de perception et de compréhension progressives du monde, indispensable comme tel aux apprentissages, notamment collectifs (y compris à ceux de la vigilance, de la prévention et de la gestion des risques). L'attentat (du latin *attemptare*, tenter quelque chose contre quelqu'un) désigne en revanche une intention ponctuelle et généralement violente de déstabiliser les lieux, les principes et l'organisation du « vivre ensemble ».

- De ce point de vue, l'ancienneté et les différents degrés d'application - parfois abusive - du plan « Vigipirate » avaient déjà contribué à créer et entretenir des conceptions discutables de ce qui est censé protéger les établissements scolaires des attentats pouvant les viser. S'agissant par exemple des parents, les récents « Plans particuliers de mise en sûreté » (PPMS) promus par plusieurs textes des ministres de l'Éducation nationale et de l'Intérieur prolongent et aggravent à plusieurs égards ces ambiguïtés du plan « Vigipirate ». Les parents y apparaissent ainsi, entre les lignes, comme des cibles possibles en même temps que comme des auteurs potentiels des attentats redoutés. Leur présence est considérée comme moins désirable que jamais (mais on sait qu'il y a à cela des motifs qui, chez certains enseignants, ne relèvent que de très loin de préoccupations sécuritaires). Les limitations plus ou moins arbitraires de l'accès des parents aux locaux scolaires sont désormais redoublées par des consignes de limitations de leurs regroupements devant ces mêmes locaux. Ce qui, dans tous les cas de figure, risque de réduire la possibilité de les considérer comme des partenaires actifs des mesures et des approches éducatives visant la sécurisation de leurs enfants, et de les y associer. Quant aux enfants et aux jeunes eux-mêmes, la tentation s'accroît de leur faire croire - et de finir par croire avec eux - que seule la clôture (dite « sanctuarisation ») réelle ou symbolique de leur école, collège ou lycée peut les protéger des menaces « extérieures », alors même qu'ils se sentent en général surtout rassurés pas la nature bienveillante et ouverte des relations qui s'y déroulent, ainsi que par la garantie de regards extérieurs attentifs et confiants sur celles-ci.

- Dans un même ordre d'idées, les instructions thématiques des 22 décembre 2015 et du 29 juillet 2016 (et les documents qui les accompagnent) sont étonnamment signées des seuls ministres de l'Éducation nationale et de l'Intérieur, mais pas de celui en charge de l'Éducation populaire – même si elles interpellent les représentants des collectivité

locales (villes, départements, régions), au seul titre toutefois de leurs responsabilités en matière d'aménagement et d'équipement des bâtiments. Elles donnent plus généralement à percevoir une conception de la « communauté éducative » en retrait sur celle introduite par la loi d'orientation du 10 juillet 1989 sur l'éducation : les parents semblent, on l'a dit, repoussés en dehors des locaux scolaires (alors même qu'a été récemment publié un Guide méthodologique sur la mise en place des « Espaces parents » qu'y a prévus la loi du 8 juillet 2013) ; les animateurs des anciennes et nouvelles activités « périscolaires », pourtant plus présents que jamais depuis la réforme des rythmes éducatifs et scolaires, n'y sont qu'à peine mentionnés ; et les autres personnels municipaux (éventuels, gardiens, ATSEM, agents de la restauration scolaire, etc.) y sont carrément scotomisés.

- Le risque existe donc que, au motif des nécessaires renforcements de la sécurité et de la sécurisation des établissements scolaires (mais aussi de celles des autres espaces-temps éducatifs, qu'ils se déroulent ou non dans les locaux de ces établissements), les efforts de coopération et de mise en cohérence des différents acteurs éducatifs (parents compris) encouragés par la quasi généralisation et l'approfondissement progressifs des Projets éducatifs de territoire (PEDT) ne connaissent un coup de frein voire des régressions ou même des interruptions. Les éventuelles orientations politiques issues des élections de 2017 pourraient également contribuer à renforcer ces tendances, pour ne pas dire ces tentations.

- Aussi, pour conjurer ce risque, ma proposition personnelle, dans le cadre du présent atelier et du présent Congrès de l'ANDEV, serait-elle d'inscrire délibérément les attendus et les composantes des PPMS et, plus largement, d'une pédagogie - présentée et assumée comme telle - de la prévention et de la gestion des risques dans un volet, spécifique ou non, des PEDT (qu'ils soient en cours d'évaluation et/ou de renouvellement). Et de veiller, en cette occasion comme en tant d'autres, à ce que tous les acteurs locaux de l'éducation - personnels de l'Éducation nationale, des collectivités locales, associations, parents, enfants et jeunes – puissent y prendre une part éclairée, active, concertée et partagée. À défaut de quoi, les auteurs effectifs ou potentiels d'actes terroristes ou délinquants, par leur hostilité attentatoire à l'existence et à la cohérence des structures se consacrant ensemble à l'éducation globale des enfants et des jeunes, auraient remporté une bien triste victoire supplémentaire sur les libertés publiques, les promesses d'égalité et la solidarité des acteurs.

Les questions posées :

- **Comment répondre aux exigences sécuritaires tout en respectant l'enfant ?**
- **Comment l'enfant peut-il être impacté suite aux exercices de mises en sécurité préconisés ?**
- **Que veut dire sécurisation des Locaux ?**
- **Quelle cohérence sécuritaire entre les différents temps de l'enfant ?**
- **Nouveau PPMS vigilance attentat. Trop de PPMS n'est-il pas contreproductif ?**

L'objectif de l'atelier est une invitation à prendre de la distance par rapport au contexte règlementaire et à la pression sociale. Il s'agit de favoriser la réflexion en vue d'aborder la question de manière sereine selon la déclinaison suivante de chacun des intervenants :

- **Daniel Kerdraon** : la mise en sécurité des Bâtiments
- **Olivier Bodic** : La préparation des adultes et enfants à l'agression notamment impensable?
- **Frédéric Jesu** : « Partir sur une base très large » à partir de la question : qu'est-ce que la pédagogie de la sécurité ? Comment mettre en cohérence protection et liberté de l'enfant deux logiques éducatives complémentaires sans céder à la panique ? Doit-on considérer le parent comme une menace ?
- **Daniel Kerdraon** : Du point de vue de la sécurité les réponses doivent être opérationnelles. A BREST, toutes les écoles ont été visitées avec l'ensemble des acteurs éducatifs : Directeur EN, IEN ou conseiller pédagogique, responsable du site (concierge ou agent de l'éducation), les Services Techniques et parfois des représentants des parents d'élèves.

Tous les acteurs ont travaillé avec l'objectif de trouver des solutions de mises en sécurité acceptables par tous. Le milieu scolaire est dépassé car il a une méconnaissance du terrorisme et en même temps il est motivé et intéressé par les questions de sécurité. L'objectif est de garantir l'école comme étant le sanctuaire des apprentissages, la sécurité doit en être préservée tout en ne perturbant pas la quiétude intellectuelle et le confort des enfants.

La solution est la recherche du juste milieu.

L'Etat islamique a proféré des menaces à l'encontre des écoles (même si l'école arrive en fin de liste des institutions cibles)

La stratégie de la Police Nationale est de dissuader le passage à l'acte du terroriste ou délinquant, et de faire face à l'attaque violente.

L'école à l'image de lieu ouvert perméable aux

terroristes. Il est nécessaire qu'elle soit perçue comme hors d'atteinte. Ainsi elle ne sera plus une cible.

Pénalement toute pénétration dans l'école sans y être invité est passible d'une contravention de 5^e classe. (Site CEVESO 1^e classe)

Répondant à des faits divers médiatisés, la loi n° 2010-201 du 2 mars 2010 a inséré dans le Code pénal un article 431-22 afin de réprimer l'intrusion dans les établissements scolaires. L'infraction est punie d'un an d'emprisonnement et de 7500 € d'amende. Cette disposition a été déclarée conforme à la Constitution dans une décision du Conseil constitutionnel n° 2010-604 du 25 février 2010.

Ce délit n'est constitué que si les faits sont commis « dans le but de troubler la tranquillité ou le bon ordre de l'établissement ».

Plusieurs pistes sont proposées pour transformer l'image d'accessibilité facile :

- **Affichage évoquant l'article ci-dessus**
- **Le contrôle d'accès : Organiser le contrôle d'accès entre les différents acteurs, voire nommer une personne dédiée.**

Ces propositions ont suscité des réactions quant à la mise en place de ces solutions, conditionnées par plusieurs situations inégales selon les établissements : présence ou non de concierge, taille et aménagement des établissements, aménagement et amplitude horaire du temps de travail de la ou des personne(s) chargée(s) de la surveillance.

– Information des faits répréhensibles.

Quand il y a des faits répréhensibles causés par des personnes à l'encontre de l'institution scolaire il est important d'en informer les forces de Police. Toute insulte proférée à l'encontre d'un agent chargé d'une mission de service public constitue un délit au regard du code pénal. Toute attitude déviante doit être traitée notamment par la venue au sein de l'école d'un agent en tenue. Cela participe du changement d'image de l'école.

Il arrive qu'en dépit du signalement effectué par l'institution scolaire, la police ne se déplace pas. C'est souvent en fonction du fait relaté que la police n'intervient pas.

– Bloquer les accès aux écoles

Il faut se méfier des voitures bélier. On peut envisager par exemple de placer des blocs de béton devant les accès quitte à les agrémenter avec des bacs à fleurs.

– Alarme de protection

Aujourd'hui les exercices d'incendie sont banalisés. La sûreté doit emprunter le même chemin. Il faut monter le niveau de sûreté par rapport à la délinquance et la prendre en compte dès la conception des bâtiments comme c'est déjà le cas à Londres.

Il est important de codifier l'accès fait remarquer Frédéric Jésus.

Le terrorisme est une thématique de la Police Nationale et non de la Police Municipale. Il est toutefois constaté que selon les territoires PN et PM se partagent les missions relatives à la sécurité.

A Vitry sur Seine la PM a effectué la visite des écoles.

– La sécurisation peut engendrer des travaux

Reste la question de leur financement. Des discussions importantes ont lieu sans qu'il y ait des modifications faute de moyens.

– Selon les administrations sécuritaires, les logiques sont différentes.

La PN préconise des mesures réalisables à moyens termes comme par exemple les procédures applicables à tous les temps de l'enfant en cas de colis suspect.

Pour faire face à l'attentat, la fuite doit être organisée. Le ministère de l'éducation a demandé des exercices de confinement (Plan B), la PN préconise l'évacuation (plan A). Reste la problématique de l'évaluation du danger. Que fait-on avec un groupe d'enfants et comment choisir entre le plan A et le Plan B face à l'état de panique ? D'où la nécessité des exercices de préparation.

– La procédure doit être simple et globale

Il faut pouvoir donner l'alerte le plus rapidement possible et avoir des d'alertes après boutons partout. On peut s'inspirer de l'exercice d'évacuation incendie avec 2 sonneries l'une incendie, l'autre sûreté avec la mise en place d'un système technologique de géolocalisation. Ivry a mis en place une procédure commune selon les temps.

Il faut penser à l'imprévisible et imaginer des procédures avec des schémas proches : on sort par la porte la plus proche et le portail le plus à couvert. Si on tombe sur l'assaillant, on fait demi-tour.

Olivier Bodic :**Rappel concernant la définition des mots suivants :**

Victime : personne directement concernée

Impliqué : aucun dommage mais personne liée à l'évènement car proche de la victime

Sinistré : personne ayant subi un préjudice suite à l'évènement

Proche : personne ayant un lien d'encadrement avec la victime

Déplacé : personne devant se déplacer suite au sinistre.

Trauma immédiat : entre 0 et 48 h jusqu'à une semaine

Trauma post immédiat : après un mois

Trauma différé : ultérieur aux périodes précédentes.

Peur : en lien avec un objet précis

Angoisse : l'objet n'est pas présent mais il est générateur d'angoisse.

Effroi : peur de l'évènement à un instant où on ne s'y attend pas

– La préparation augmente la résistance à l'évènement.

Les personnes moins en souffrance sont celles qui sont préparées : elles auront plus de maîtrise psychique. Elles garderont la capacité de penser plus longtemps.

– Le niveau de préparation doit être différent selon l'âge des enfants.

Les alarmes sont «paniquantes» pour les 1ère années, font peur pour les secondes années et sont intégrées pour les 3ème années de section de maternelle.

– Il n'est pas nécessaire de parler de terrorisme avant la 6°.

Il est important d'avoir un bon niveau d'exercices. Il faut transmettre la vigilance et la bienveillance le plus longtemps possible dans la sérénité. La répétition notamment pour les adultes permet d'automatiser les bons réflexes. Nécessité de la mise en commun d'un référentiel sécurité pour adapter les comportements. Mise en place de formation/partage.

L'Etat travaille sur la mise en place de ce référentiel applicable à tout établissement recevant du public (salle spectacle, hôpital...).

Actuellement selon les territoires, les préconisations locales peuvent paraître fantasmées : il n'est pas très grave de fantasmer des solutions décalées : elles permettent des discussions et des adaptations.

Et la place du parent dans tout cela ?

Il est important de pouvoir penser les choses collectivement et d'avoir l'assentiment des parents. Et si la question du la sûreté était inscrite dans le PEDT avec plusieurs déclinaisons :

– La question de l'accès à l'école

– La sensibilisation des enfants

– L'association des agents municipaux et des enseignants.

Se pose la question de la pédagogie de la sécurisation auprès des Parents. Il est nécessaire que l'information circule mieux. car les parents ont un rôle à jouer dans l'accompagnement à la prévention des risques.

Le temps du changement de culture se compte en années et cette temporalité n'a pas été suffisamment prise en compte et notamment en terme de formation des adultes avant une mise en oeuvre auprès de enfants. Aujourd'hui, on est beaucoup dans la réactivité, il manque une instance qui prenne de la hauteur pour envisager des solutions à moyen et long terme plus opérationnelles. Il faudrait aussi faire des évaluations des exercices réalisés et des mesures de sécurité prises, à chaud et à froid. L'exercice sert à vérifier la pertinence des procédures et les adapter si nécessaire.

Conclusion et solutions possibles:

- Être attentif ensemble pour la mise en place de perspectives d'actions pragmatiques et harmonieuses quelques soient les temps de l'enfant.
- Prendre de la hauteur et inviter les décideurs à considérer les expériences de terrain. PPMS global. (Evry sur Seine).
- Faire un inventaire des problèmes identifiés : collecte d'informations et d'observations.
- Travailler sur des solutions adaptées au local en y associant tous les co éducateurs.
- Accueillir les questions ouvertes.
- Mettre en lien le secteur associatif.
- Observatoire des actions menées dans chaque ville et chaque établissement CLSPD, cellule municipale pour recueillir les signaux faibles.

ANTICIPER EST PREPARATEUR

Le terrorisme expliqué aux enfants : dans un dialogue imaginaire avec un enfant, le romancier et poète, Tahar Ben Jelloun, répond sans ambages aux questions sur les ressorts de la fabrique djihadiste.

Il faut dire la vérité aux enfants. Surtout ne pas sous-estimer leur capacité à entendre des choses dérangeantes et horribles. Non qu'ils soient plus forts que les adultes, mais leur sensibilité peut être mise à l'épreuve sans que cela ait des conséquences désastreuses sur leur développement. Le mensonge et le déni peuvent laisser chez eux des séquelles et des complexes. Enjoliver le monde, mentir sur la gravité des faits, soit en les niant soit en les enrobant dans de la ouate ou du papier cadeau, risquerait de les isoler de la vie, qui est faite aussi bien de beauté que de violence.

En savoir plus sur <http://www.lemonde.fr/idees/article/2015/11/27/le-terrorisme-explique-aux-enfants>

Par Caroline Guyet

Membre de la commission permanente de l'ANDEV,
Coordinatrice ALSH de la Communauté d'agglomération du Gard rhodanien, formatrice CNFPT

Stéphanie Boutier

Membre de la commission permanente de l'ANDEV,
DGA Enfance Ville de Guyancourt

Marie-Agnès Chopin

Membre du Conseil d'Administration de l'ANDEV,
Directrice de l'Education Mairie de Saint-Herblain

Développer les Cités de l'éducation : conclusion après la conduite d'une recherche-action « Parents partenaires de l'éducation » sur trois villes de Belgique

Agir ensemble pour l'émancipation de tous

Introduction

La société contemporaine est mouvante (donc incertaine), complexe (donc anxiogène), individualiste (donc peu solidaire) et de plus en plus pauvre (donc en détresse). Les parents, les enseignants, les intervenants sociaux, les politiques font ce qu'ils peuvent pour faire face à cette crise émotionnelle, relationnelle, économique, sociale, culturelle... pourtant, plus rien ne va. Ils sont découragés, désespérés, déboussolés... « Il faut réenchanter le monde » leur dit-on. Certes, mais comment ? Est-ce encore possible ? Est-on prêt à s'engager dans une nouvelle voie qui balaie les conceptions et les pratiques traditionnelles ? Nous pensons, quant à nous, que c'est pourtant la seule issue possible.

Ainsi, proposons-nous de créer des Cités de l'éducation, perspective qui s'appuie sur l'idée qu'« Eduquer, c'est l'affaire de tous » (Pourtois et Desmet, 2015a). Est-ce là une utopie ? Non ! L'évaluation de la recherche-action « Parents partenaires de l'éducation » visant la coéducation école-famille, menée de 2008 à 2013 dans trois villes de Belgique (Charleroi, Etterbeek et Péruwelz)³, a mis en évidence des résultats extraordinairement positifs et d'autant supérieurs que d'autres organismes de la communauté s'engagent dans l'action : Centres Publics d'Aide Sociale, Maisons de quartier, bibliothèques, ludothèques, Centres médicaux, Ateliers de créativité, Centres sportifs et culturels, Association d'aide en milieu ouvert, Régies de quartier...

Pourquoi une telle démarche de coéducation fonctionne-t-elle ? Déjà, un proverbe africain nous avait mis sur la voie : « Il faut tout un village pour éduquer un enfant », affirme-t-il. U. Bronfenbrenner (2004) appuie cette idée en soulignant que pour qu'une intervention sociale soit efficace, il faut travailler à tous les niveaux de l'écosystème, depuis le micro- jusqu'au macro-système. C'est pourquoi, dans notre recherche-action, nous avons fait en sorte d'articuler les sphères politique, scientifique

et socio-pédagogique, cette dernière sphère nécessitant l'alliance entre la famille, l'école et la communauté. Cette mise en réseau des diverses ressources et forces du milieu, visant des objectifs communs centrés sur le développement de l'enfant, permet l'émergence d'une synergie fructueuse. D'abord, parce qu'elle crée de la reliance entre tous les acteurs, donne du sens à la vie et accroît le pouvoir de chacun, enfants et adultes. Cela implique d'assurer une cohérence dans le respect réciproque des partenaires : il ne s'agit pas d'uniformiser les conduites mais de valoriser les spécificités de chacun tout en visant une cohésion entre les divers apports. Une Cité de l'éducation requiert la mise en œuvre de ces démarches qui ont pour ambition de promouvoir l'émancipation de tous les acteurs.

1. Les axes de l'émancipation

Pour répondre à la finalité ambitieuse qu'est l'émancipation de toute la Cité, nous avons mis l'accent sur trois axes essentiels :

- la coéducation école-famille-communauté ;
- la stimulation du langage des enfants de 3 à 6 ans ;
- l'enrichissement des pratiques éducatives parentales.

Nous explicitons ci-après ces trois axes essentiels. Ensuite, nous proposerons un axe supplémentaire qui s'est révélé très important pour le développement des jeunes enfants : leur ouverture au monde grâce à l'utilisation d'une mascotte appelée Polo qui voyage, voit et entend des choses nouvelles, rencontre des gens...

1.1 La coéducation école-famille-communauté

Le concept de « coéducation » est central. Il vise la reliance et la solidarité. Il implique la mise en place d'une alliance éducative école-famille-communauté dont les membres utilisent un référentiel commun afin d'aboutir à un but : le développement psychosocial optimal de l'enfant. Les parents, éducateurs, enseignants, assistants sociaux, psychologues, médecins, animateurs... sont tous des partenaires dont les champs d'action et les savoirs respectifs doivent strictement être respectés. Ainsi, par exemple, les professionnels centreront leur action davantage sur des savoirs explicites

³ La recherche-action a été subventionnée de 2008 à 2013 par la Fédération Wallonie-Bruxelles (Belgique) (Pourtois et Desmet, 2015b). Aujourd'hui, la diffusion auprès d'autres écoles et institutions de l'expérience acquise peut se réaliser grâce à la subvention du Ministère de l'Éducation de la Fédération Wallonie – Bruxelles et d'un projet européen (Erasmus +).

(dépendant de leur formation professionnelle) ; les parents, par contre, transmettront des savoirs de façon plus implicite (moins clairement formalisés et définis). Pourtant, dans la coéducation, les uns et les autres auront à s'accorder pour mettre l'enfant au cœur du processus d'apprentissage et pour éduquer ensemble. Il s'agit donc de trouver un même référentiel, de fixer des objectifs et des contenus communs tout en différenciant les modes d'action qui sont spécifiques à l'une et l'autre partie. Ainsi, par exemple, on évitera d'introduire une didactique scolaire dans les familles de jeunes enfants ; celles-ci privilégieront par contre, la spontanéité et le plaisir dans la rencontre.

Co-éduquer implique donc de respecter des lieux distincts où les règles mises en œuvre sont propres à chaque institution, ne sont valables que dans cet espace particulier et ne peuvent être imposées à d'autres. Cette démarche vise à éviter les risques de prise de pouvoir d'un groupe et permet la mise en place d'un réel partenariat, celui-ci nécessitant un pouvoir partagé entre les personnes concernées par l'élaboration et la mise en œuvre d'un projet centré sur l'enfant.

Rappelons que les actions menées par les divers partenaires doivent impérativement être coordonnées afin de donner du sens et de la cohérence au projet. Dès lors, il est essentiel que ceux-ci s'accordent sur le concept d'éducation : le modèle des douze besoins et des pédagogies associées (Pourtois et Desmet, 2002, 3ème éd.) est intéressant à utiliser à cet endroit.

1.2 La stimulation du langage oral des enfants de 3 à 6 ans

Vecteur important d'émancipation et source précoce d'inégalités scolaires et sociales, le langage se devait d'être, dès l'école maternelle, pris comme cible des activités de coéducation famille-école-communauté. Pour le stimuler, c'est, en effet, tout l'environnement de l'enfant (et particulièrement sa famille) qui doit être concerné.

Dès lors, nous avons mis au point un outil de stimulation du langage « Eduquons ensemble avec Polo le lapin », composé de dix fascicules d'activités par tranche d'âge : 3, 4 et 5 ans. Pour constituer ceux-ci, des activités ont été recueillies auprès des institutrices maternelles. Les chercheurs les ont ensuite sélectionnées puis classées selon leur fonction, langagière ou linguistique, et de façon à assurer une progressivité dans les apprentissages.

Réalisées dans les classes maternelles, les activités sont aussi pratiquées en famille. Chaque fascicule

est donc décliné en deux versions. L'une, destinée aux enseignants, prévoit une méthodologie bien formalisée (objectifs, procédés didactiques...) ; l'autre, destinée aux parents, est plus axée sur le plaisir de jouer ensemble. Le personnage « Polo le lapin » illustre les fascicules. Concrétisé par une peluche, il constitue une figure affective (à l'impact extraordinaire) qui « apprend des mots » à l'enfant et transite entre ses deux milieux de vie.

Soulignons que la transmission des fascicules à la maison va permettre à l'enfant d'exercer un rôle actif : c'est lui qui va être l'initiateur des activités. Les ayant réalisées en classe, il aura à apprendre à ses parents à faire les activités, voire à leur enseigner des mots. Ce renversement de rôle est particulièrement important : enseigner est le meilleur moyen d'apprendre, accroît le sentiment d'auto-efficacité et, dès lors, constitue un bon remède contre l'anxiété.

L'évaluation des gains de langage (trois tests, trois années successives, à l'aide d'un groupe expérimental et d'un groupe contrôle, en pré- et post-test) montre des différences très significatives, en vocabulaire et en syntaxe, en faveur des enfants du groupe expérimental. Le gain de langage est significativement supérieur si l'implication pédagogique et la satisfaction de l'enseignante dans le projet sont élevées et si son approche méthodologique tend à être moins conforme à ce qui a été proposé dans le projet. Les gains de langage sont aussi significativement supérieurs si la mascotte Polo est employée en classe et « voyage » de l'école vers la famille et inversement. La différence est aussi très significative si la participation de la famille est importante et si la classe est socialement hétérogène. Par ailleurs, des gains absolus plus élevés tendent à se manifester chez les enfants de niveau social inférieur. Il en va de même pour l'âge : plus l'enfant est jeune (3 ans) meilleurs sont ses gains absolus. Par contre, aucune association significative avec les gains de langage n'est observée pour ce qui concerne le genre de l'enfant, la structure familiale, le réseau d'enseignement⁴ et le quartier de l'école. Les résultats de l'évaluation quantitative constituent indubitablement un indice opératoire de l'utilité, voire de la nécessité d'une mise en place de synergies entre l'école et la famille centrées sur le développement de l'enfant.

Progressivement, d'autres partenaires se sont joints à l'approche co-éducative. Ainsi, une ludothèque a créé des jeux collectifs à partir des activités d'« Eduquons ensemble avec Polo le Lapin ».

4 En Belgique, il existe deux grands réseaux d'enseignement : l'enseignement libre confessionnel et l'enseignement officiel.

Une maison de quartier s'est alliée à l'école proche et à la ludothèque pour réaliser les activités avec les enfants des parents fréquentant son espace. Une crèche a inventé des activités (jeux rythmiques, comptines avec des mots simples et/ou des onomatopées, jeux psychomoteurs associés à des chansons...) pour les tous jeunes enfants en préalable aux activités « Polo » et y a associé les parents. Une bibliothèque a mis les activités Polo à la disposition de ses visiteurs et le personnel a animé des séances de jeux avec Polo tout en mettant l'accent sur le langage écrit. Un atelier théâtral a façonné une marionnette Polo et ses membres ont créé et interprété une séquence avec les mots de Polo au sein des écoles maternelles. Les participants à un atelier créatif ont inventé divers jeux au départ des fascicules de langage, etc.

Toute la communauté peut trouver dans les fascicules de langage une ressource pour mener des activités de co-éducation. Peu à peu, s'élabore ainsi la Cité de l'éducation. Cette extension de l'approche co-éducative contribue, certes, au développement des enfants mais fait aussi émerger une cohésion sociale indispensable pour le bien-vivre ensemble.

1.3 L'enrichissement des pratiques éducatives parentales

La famille est fondamentale : elle est le creuset où se développe tout individu. Son empreinte sur lui est indélébile.

Ainsi, dans la recherche-action « Parents partenaires de l'éducation », nous avons développé, progressivement, un programme d'éducation familiale qui s'est actualisé sous forme de « rencontres éducatives » au sein des écoles participantes. Celui-ci vise à favoriser une réponse positive aux besoins psychosociaux des enfants et à diversifier les pratiques pédagogiques parentales.

Pour atteindre ces objectifs, un travail d'auto-analyse doit être réalisé. La pluri-référentialité, c'est-à-dire la confrontation des vécus des participants au sein d'un groupe de parole, facilite cette analyse personnelle : elle invite au questionnement, à l'expérimentation, à l'adoption de nouvelles pratiques plus adaptées aux besoins de l'enfant. Des brochures d'éducation familiale ont été élaborées comme support à l'animation des groupes et comme outil de référence pour les parents.

Pour ce qui est de l'évaluation des rencontres éducatives parentales, l'analyse de contenu d'entretiens collectifs et individuels nous permettent

de souligner que celles-ci ont permis d'accroître la reliance (au sein du groupe et de la famille et avec l'école), l'estime de soi (changement de regard sur soi ; partage des mêmes problèmes ; augmentation du sentiment d'auto-efficacité), la réflexivité (remise en question ; recherche de solutions par soi-même) ainsi que les attitudes et comportements éducatifs (enrichissement grâce au partage d'expériences ; acquisition de repères grâce au modèle des besoins psychosociaux). Le monde devient dès lors moins incertain ; le futur peut être envisagé.

2. L'ouverture au monde grâce à la mascotte Polo

Les fascicules de langage ont été illustrés à l'aide d'un petit personnage appelé Polo le lapin. Plusieurs institutrices l'ont concrétisé par une peluche pour animer les séances de langage en classe. Par la suite, Polo s'est mis à « voyager » de famille en famille, a visité la ville, a fait divers métiers...

Pour les petits de 2 ½ ans à 6 ans, la peluche Polo, qui est un objet permettant l'introjection et la projection, est d'un apport considérable pour leurs apprentissages. Polo rassure, motive, stimule, active l'imaginaire, relie, ouvre des horizons nouveaux...

2.1 Polo voyage de l'école à la maison et inversement

Chacun à leur tour, les enfants d'une classe maternelle retourne avec la peluche à la maison pour un week-end. Cette démarche, apparemment banale, est d'un apport exceptionnel, à la fois pour l'enfant et les parents, nous avons pu le constater.

Heureux et motivé, l'enfant entraîne ses parents dans son enthousiasme et les engage à faire des activités qui bousculent les routines quotidiennes : avec Polo, la famille visite des lieux inédits, réalise des activités inhabituelles, communique davantage... Les besoins affectifs (attachement, acceptation), cognitifs (stimulation, expérimentation), sociaux (communication, considération) sont particulièrement satisfaits. Toute la dynamique relationnelle familiale s'en trouve améliorée. Le sentiment d'impuissance et de détresse s'estompe au profit de la sensation de devenir un acteur de sa vie.

De retour à l'école, l'enfant commente à ses pairs, grâce aux photos réalisées et placées dans un « cahier de vie » qui accompagne chaque enfant, les activités qu'il a menées durant ce week-end particulier. Le langage de la maison entre dans la classe (comme le langage de l'école entre dans la famille grâce aux fascicules de langage que

l'enfant explicite à ses parents). De nouveaux mots apparaissent en même temps qu'une ouverture aux cultures diverses accueillies positivement par tous. Le besoin de considération est ici fortement rencontré. Par cette démarche, la confiance en soi s'accroît, le sentiment d'efficacité personnelle s'installe car c'est à l'enfant qu'échoit le rôle d'enseigner. Et, avec Comenius, nous affirmons que « Qui enseigne aux autres s'instruit lui-même » (« La grande didactique », 1657).

2.2 Polo visite son espace de vie

L'enfant connaît en général trop peu l'espace élargi dans lequel il vit : son quartier, son village ou sa ville, sa région et l'ensemble des ressources environnantes. La présence de Polo à la maison invite à visiter ces lieux, à prendre des photos des endroits préférés, à regarder l'environnement avec un regard neuf et attentif : un monument, une œuvre d'art, une nouvelle construction, un ancien bâtiment, un musée, un événement de vie, un folklore, un parc... Polo est un puissant incitateur à réaliser de telles découvertes.

Outre le développement de l'orientation spatiale (prendre conscience de son déplacement), cette investigation de l'environnement proche (et pourtant souvent méconnu) répond à de multiples besoins psychosociaux.

1) Les besoins affectifs

Les expériences positives issues de cette visite avec Polo vont susciter l'attachement de l'enfant à son milieu de vie (par exemple, en attirant l'attention sur le folklore, les fétiches et objets symboliques de la ville), le sentiment d'être accepté (par exemple, en visitant les jeux mis à la disposition des enfants dans un parc), la prise de conscience d'un investissement pour le futur (par exemple, en montrant la construction d'une nouvelle gare).

2) Les besoins cognitifs

La mobilisation cognitive de l'enfant va se produire grâce à la rencontre avec des situations nouvelles. Il sera stimulé (en le mettant en contact avec divers éléments de son environnement qui suscitent sa curiosité) ; il lui sera donné l'opportunité d'expérimenter (par exemple, en l'incitant à faire de « belles » photos) ; il sera renforcé (par exemple, en lui donnant l'occasion d'exposer ses photos les mieux réussies).

3) Les besoins sociaux

L'enfant se construit à travers l'ensemble de ses interactions avec son milieu. La présence de Polo va faciliter la communication avec les personnes rencontrées (par exemple, un guide, un commerçant)

ainsi que susciter le regard positif d'autrui (manifestation de plus d'égards envers l'enfant qui se sentira reconnu en tant que personne). Sachant qu'il y aura un retour en classe, l'enfant devra être plus attentif à la structure de l'espace, du temps et du sens (parce qu'il devra relater ses déplacements, tenir compte de l'ordre des événements et structurer son langage).

4) Les besoins conatifs

Les activités menées avec la présence de Polo seront inévitablement sous-tendues par des valeurs. Qu'est-ce qui est « bien » dans ce que l'on rencontre ? Qu'est-ce qui est « mal » ? Qu'est-ce que Polo en dit ? Est-ce « vrai » ce que l'on raconte ? Et le « beau », où se niche-t-il ? Apprendre, « c'est parvenir à mieux faire, à mieux comprendre, à mieux être. Or, qui dit 'mieux' dit valeur » (Reboul, 1992). La découverte de l'environnement va permettre de conduire à ce « mieux » et Polo va y contribuer.

2.3 Polo et les métiers

Dans la société individualiste d'aujourd'hui, chacun est incité à construire son avenir comme il l'entend. Dès l'enfance, on lui accorde le droit d'être lui-même et... de choisir sa profession. « Tu feras le métier que tu as envie de faire » lui assènent ses parents. Et pourtant, le choix d'un métier relève trop souvent d'un destin social fixé d'avance. Là se situe la racine de l'inégalité dans notre société et le phénomène est méconnu de tous.

Ceci dit, il n'est pas aisé, à l'heure présente, de formuler un projet professionnel pour diverses raisons. Nous vivons actuellement une crise de sens et une montée des incertitudes : que sera l'avenir dans ce monde de plus en plus complexe et mouvant ? Que seront les emplois sachant qu'ils vont être pour beaucoup remplacés par des machines intelligentes ? Comment réinventer le travail dans un contexte de crise économique ? La menace écologique fournira-t-elle la perspective de métiers nouveaux ? Verra-t-on émerger une société dédiée aux soins et à la relation pour faire face à une robotisation grandissante ? Quelle qualification sera demandée aux travailleurs ? Tous y arriveront-ils ? Observerons-nous un taux de chômage accru ? Si les jeunes doivent, comme on le prédit, être prêts à exercer de multiples métiers dans leur vie, comment envisager leur formation ?

Actuellement déjà, nous sommes confrontés à cette mutation sociétale qui va s'accélérer au cours des années à venir. Il est particulièrement urgent de prendre les devants pour ne pas arriver démunis face à une situation catastrophique et pourtant annoncée. L'orientation des jeunes est

à réinvestir. Et il faut commencer tôt, dès l'école maternelle, pour que s'installe une image de soi ouverte au monde, au changement et à une vie sociale bien remplie, étant donné que le travail est un des grands intégrateurs sociétaux, après la famille. Il est donc important que le tout jeune enfant se projette dans de multiples métiers. Mais pour cela, il faut qu'il les rencontre, qu'il en imite les gestes, qu'il côtoie des travailleurs... et qu'il « s'autorise » à exercer toute profession, c'est-à-dire qu'il s'émancipe des freins liés aux déterminismes sociaux. En d'autres termes, il s'agit de lutter contre les destinées fixées à la naissance en stimulant son imaginaire et en l'incitant à envisager un avenir confiant et valorisant.

Pour les petits de 2 ½ ans à 6 ans, la peluche « Polo » peut-être d'une aide exceptionnelle. Ainsi, Polo exercera plusieurs carrières ; il ouvrira des horizons, rebondira face à l'imprévu pour reconstruire son existence, stimulera l'imaginaire, motivera à grandir, rassurera, sera un agent de reliance, fera des projets, incitera à explorer et à expérimenter, donnera des repères et des limites, aidera à se dégager du moule social susceptible d'entraver la trajectoire de vie...

Les activités de l'école maternelle, accompagnées d'une mascotte (Polo ou une autre), sont les plus susceptibles de donner au jeune l'audace nécessaire à une construction dynamique de son identité professionnelle. Tout est question de représentations et leur installation précoce facilite leur incorporation profonde. Ainsi, peut-être, n'aurons-nous plus cette réponse d'un enfant de 4 ans à la question portant sur son métier futur : « Plus tard, dit-elle, j'irai travailler au chômage comme papa ! ».

Conclusion

Les exemples de l'utilisation de la mascotte Polo peuvent se multiplier à l'infini : Polo à l'hôpital, Polo dans une entreprise, Polo et la protection de la nature (l'eau, les déchets...), Polo à la bibliothèque, Polo au théâtre... Les ressources présentes dans la communauté peuvent énormément contribuer à élargir le champ des découvertes de l'enfant, à l'ouvrir au monde d'aujourd'hui, à rencontrer diverses cultures, à se forger des projets d'avenir. Le jeune enfant est par nature curieux. Il revient aux adultes de maintenir et de renforcer cette curiosité naturelle. Polo facilite cette tâche. Plus l'enfant voit et entend des choses nouvelles, plus il éprouve le besoin d'en entendre et d'en voir. Il ne s'agit pas d'attendre qu'il grandisse tout seul. Il faut concevoir le développement humain comme un processus de collaboration entre l'enfant et les

adultes qui l'entourent, ces derniers s'engageant dans une démarche de co-éducation susceptible de constituer une synergie fructueuse. Le développement de l'enfant est fonction de la diversité, de la cohérence et de la précocité de ses expériences. Celles-ci, de plus, doivent être positives et Polo y contribue. De la sorte, les grands courants de la pensée pédagogique sont sollicités : pédagogies positive, humaniste rogerienne, du projet, différenciée, active, des compétences, interactive, institutionnelle... dont on sait qu'elles contribuent à l'émancipation des individus. En outre, l'approche que nous privilégions insiste sur une démarche qui souligne qu'« enseigner, c'est apprendre ». Mais pour enseigner, il est indispensable de s'informer, de s'interroger, de réfléchir, de rencontrer l'autre et d'explorer son environnement. Cela nécessite aussi de maîtriser son langage.

C'est au sein de la Cité que l'on peut le mieux être éduqué. Car la Cité ouvre à la vie. Pour cela, plus nombreux sont les acteurs impliqués, plus riches seront les découvertes. La Cité de l'éducation encourage l'agir-ensemble et suscite l'émancipation. Elle est susceptible de réhabiliter l'espoir en un monde plus humain et plus solidaire. La société actuelle en a plus que besoin...

Bibliographie

Bronfenbrenner U. (2004), *Making human being human : Bioecological perspectives on human development*, Thousand Oaks, CA : Sage publications.

Comenius (1657), *La grande didactique ou l'art universel de tout enseigner à tous*, Ed. Bernard Jolibert, 2^e éd. (1^{ère} éd. 1992), traduction de M.-F. Bosquet-Frigout, D. Sâget et B. Jolibert.

Pourtois J.-P. et Desmet H. (2002, 3^e éd.), *L'Éducation postmoderne*, Paris : PUF.

Pourtois J.-P. et Desmet H. (2015a), *Eduquer, c'est l'affaire de tous*, Paris : Ed. Ph. Duval.

Pourtois J.-P. et Desmet H. (2015b), *L'Éducation émancipatrice. De la co-éducation école-famille à la Cité de l'éducation*, Paris : Ed. Ph. Duval.

Reboul O. (1992), *Les valeurs de l'éducation*, Paris, PUF, « Que sais-je ? ».

Par les Professeurs J.-P. Pourtois et H. Desmet
Université de Mons (Belgique)

L'ANDEV auditionnée par le Sénat

le 15 Février 2017 : point de vue de l'ANDEV sur le PEDT

L'ANDEV est :

- Associée à la réflexion sur l'évaluation nationale du PEDT
- Participe aux travaux de l'ORTEJ (observatoire des rythmes éducatifs)

L'ANDEV a initié, à l'été 2016, une enquête auprès de ses adhérents, portant sur le contexte politique et éducatif local, ainsi que sur la mise en place des PEDT. Elle a notamment porté sur :

- L'application du décret Hamon
- L'évaluation des PEDT
- Les impacts sur l'organisation des services de l'éducation
- L'analyse qualitative des temps d'accueil périscolaire sur les maternels et les élémentaires

Cette enquête représente 2,6 millions d'habitants et plus de 260 mille enfants scolarisés (comparativement, le rapport Cartron⁵ représentait 4,6 millions d'habitants et 360 mille enfants scolarisés).

L'analyse du questionnaire montre ainsi que :

- 63% des Villes évaluent positivement la mise en place la réforme
- Les villes interrogées ont pour la majorité structuré leur politique éducative autour d'un Projet Éducatif Local (présence de coordinateurs ou de chargés de missions dédiés à 75%)
- 89% des communes ont mis en place des référents pour gérer les temps périscolaires
- Une part faible de communes rurales ont répondu, mais ces dernières auraient davantage choisi des organisations du décret Hamon, notamment pour des raisons organisationnelles
- Le positionnement des TAP est faible sur le temps méridien (4% pour les élémentaires et 11% pour les maternels)
- 65% des communes ont entrepris une démarche d'évaluation dès la mise en place du PEDT

Les villes sont ainsi en attente d'une réelle démarche commune et partagée, mais aussi de la production d'outils permettant de poursuivre et consolider le travail engagé avec les différents acteurs locaux (Education Nationale / Parents /

Acteurs associatifs). Les évaluations, aujourd'hui, restent quantitatives et assez peu qualitatives. L'ORTEJ se pose ainsi la question de la façon d'accompagner les villes avec un référentiel qualitatif.

Pour l'ANDEV, il faut davantage privilégier les expérimentations éducatives, que d'avoir une approche basée sur de modèle unique de fonctionnement. Il est important de défendre une vision globale (grâce notamment aux PEL), ainsi que de capitaliser une dynamique comme celle existante pour les CEL. Il est important de rappeler que les PEDT ont aussi été créés pour répondre à la difficulté des maires à gérer la résistance des enseignants : cela s'est donc imposé à eux avant d'être un outil transversal de co-éducation.

La liberté des collectivités à expérimenter, dès lors que ce principe repose sur un dialogue avec tous les partenaires du territoire ainsi que sur la prise en compte de l'intérêt de l'enfant dans ses différents temps de vie, et pas seulement pendant le temps scolaire, est à valoriser. Il est nécessaire de faire de l'expérimentation un des fondamentaux de la mise en oeuvre des projets éducatifs, avec la nécessité de construire une évaluation partagée (quantitative, qualitative, indicateurs...). Le soutien de l'Etat est tout aussi primordial, ainsi que celui de la CAF (place des familles et de l'accueil hors temps scolaire), tout ceci dans un cadre suffisamment souple, permettant ainsi toutes les mesures sur l'impact de ces évolutions, et pas uniquement à travers le prisme des taux de fréquentation et de l'organisation.

1. Positionnement ANDEV : bien-fondé de la réforme et modalités de mise en œuvre

1.1 Bien fondé

La réforme des rythmes s'inscrit dans l'ensemble législatif cohérent dite de la *refondation de l'école*... L'ANDEV regrette pour autant une en œuvre partielle sur certains aspects ; quid ainsi de la réduction du nombre de jours de vacances ? La réforme ne s'arrêtant pour autant pas à cette considération, il est important de tenir compte des nouveaux programmes, de la formation des enseignants, des recrutements...

⁵ http://cache.media.education.gouv.fr/file/05_-mai/95/9/rapport_projets_educatifs_de_territoires_definitif_579959.pdf

Aussi, l'ANDEV milite pour :

- Un service public de l'éducation incluant l'accueil périscolaire (légitimation du rôle éducatif des Communes). La réforme a malgré tout conforté (voire affirmé) le rôle éducatif des Collectivités territoriales (différemment selon la collaboration avec les partenaires institutionnels ou le degré de structuration des politiques éducatives)
- Une prise en compte globale des temps, des rythmes de l'enfant
- Une véritable prise en compte des publics spécifiques comme les enfants scolarisés en maternelle
- Un accès de tous les enfants aux temps éducatifs : accessibilité et démocratisation des actions culturelles, sportives... L'enquête de l'ANDEV a ainsi mis en avant que 64% des communes pratiquent la gratuité d'accès à ces temps.

On pourrait regretter l'empilement des dispositifs (CEL, PRE, CLAS, PEDT, CEJ, PEL...). Pour autant, même s'ils n'ont pas tous le même impact ou les mêmes objectifs en direction des enfants, certains d'entre eux s'intègrent à part entière dans les autres, sans forcément s'exclure. Dans les dispositifs cités beaucoup sont à l'initiative de la CAF, dans le cadre de son soutien aux politiques éducatives enfance, jeunesse et famille des CT. Ils restent donc plutôt complémentaires, même si leur champs d'intervention peuvent se croiser, voire se superposer en partie. La superposition PEDT vs PEL reste celle qui génère le plus de confusion ; Le PEDT pouvant être vu comme un dispositif de mise en oeuvre opérationnelle des PEL centré sur l'articulation entre les temps scolaires et périscolaires.

1.2 Modalités de mise en œuvre

Les modalités de mise en oeuvre de la réforme restent complexe, notamment en raison d'un contexte de mise en oeuvre difficile et sa remise en cause polémique la première année. Le problème majeur qui s'est posé reste l'appréciation d'une réforme descendante et trop cadrée, ne laissant pas suffisamment de place à l'intelligence locale (comparativement aux dynamiques initiées par les CEL, ou les PRE...).

Il est ainsi indispensable de valoriser l'animation et le pilotage des villes dans la mise en oeuvre des politiques publiques. Des solutions ont émergé de collectivités, où des espaces de concertation ont été créés sur ce sujet avec les différents acteurs locaux, là où parfois des espaces de dialogues sur les enjeux éducatifs locaux n'existaient pas. Ces solutions ont été co-élaborées, et sont aujourd'hui adaptées aux spécificités des territoires.

Il est à noter que les services Etat-et CAF présentent des difficultés pour accompagner les collectivités, notamment celles dont la politique éducative est peu structurée. Le niveau intercommunal est un niveau pertinent qu'il convient de mettre en avant, notamment pour les communes rurales, souvent les plus petites. Des transferts de compétences éducatives ont ainsi pu être observées (exemple de communes en périphérie de Clermont-Ferrand et en zone rurale et montagnarde).

1.3 Le décret Hamon (13% de dérogations dans l'enquête de l'ANDEV)

Il reste difficile de porter un jugement sur l'impact de ce choix par les territoires. Certains GAD semblent suivre particulièrement les territoires ayant choisi ces temps dérogatoires. Voici les éléments positifs et négatifs ressortant de la mise en place de ce décret dérogatoire :

POSITIF	NÉGATIF
Apporte de la souplesse à la réforme (contraintes organisationnelles) et prend en compte les réalités locales	Interroge en terme de rythme : L'objectif était de réduire la journée de l'enfant, le décret Hamon contrevient à ce principe pour la journée. Pour la semaine cela se discute
Dynamique d'expérimentation... peut donner lieu à des réajustements (à analyser)	Rupture de temps de classe trop long (week-end allongé) ce qui renforce les inégalités scolaires : une absence sur 2 jours et demi de temps de classe est néfaste pour les enfants des milieux les plus défavorisés.
Enquête : 85 % des sites n'ont pas fait évoluer l'organisation de la semaine scolaire	L'absence de temps éducatifs (loisirs ou instruction sur une trop longue période) efface les acquis des jours ou semaines précédentes. Si cela se vérifie particulièrement pendant les congés d'été, cela est aussi vrai sur un weekend quand le milieu familial n'est pas propice aux sollicitations éducatives (lien avec le défaut d'instruction scolaire des parents ou un environnement familial dans un domicile contraint).

Ainsi le décret pose l'Importance du rythme et de la régularité des temps de l'enfant. Une telle organisation resterait davantage adaptée aux enfants des classes élémentaires.

2. Difficultés de mise en œuvre et évolution

2.1 Principales difficultés lors de la mise en place de la réforme

La concertation sur les horaires avec les enseignants et les parents a été très difficile, le choix de positionner les temps d'accueil périscolaires en deuxième partie d'après-midi, a souvent été fait pour ne pas entrer en conflit avec les enseignants. Cela repose la question de la place de l'enfant dans la mise en œuvre et de la prise en compte des besoins : concertation, négociation ou réellement mutualisation au bénéfice de l'enfant ?

Ainsi, des tensions entre les acteurs sont apparues dès le début, et des rapports de force se sont instaurés. La présence de l'Etat a parfois joué un rôle important dans les concertations, notamment par la voix des inspecteurs de circonscription. Cependant, nous avons pu observer des positionnement à géométrie variable en terme de soutien aux modes d'organisation choisis par les villes.

Aujourd'hui, il manque un réel co-pilotage Collectivités/État/CAF. Il reste parfois difficile de dépasser l'intérêt de chacun, afin de recentrer les débats et les organisations vers l'intérêt des enfants.

Pour autant, la mise en place la réforme a interrogé les représentations des acteurs, et notamment celles des enseignants sur la valeur éducative des actions périscolaires. Une des réponses possibles aujourd'hui serait d'accepter et de reconnaître dans le plan de formation des enseignants des co-formations pilotées en partenariat avec les collectivités, et ce afin de sortir des représentations de chacun et de créer une culture commune (un socle commun de connaissances).

Enfin, la mise en œuvre de la réforme a interrogé la pertinence des organisations : transformation profonde des organisations, notamment au niveau du personnel (recrutement, formation des agents). Les plus grosses communes ont ainsi vu une forme de massification de leurs recrutements (exemple à Saint-Denis), sans pour autant pouvoir compter sur un vivier d'emploi formé.

La réforme a aussi parfois percuté des dynamiques déjà en place (Contrat Educatif Local), voire des organisation qui fonctionnaient bien. Il a donc fallu gérer en même temps l'accueil

des enfants et la nécessaire (re)structuration des temps d'accueil périscolaire. La question de la difficulté à mutualiser les espaces s'est posée, ainsi que la nécessaire définition de règles communes et partagées (exemple de la mise en place de chartes communes).

Il est aussi à noter que les Villes dont la politique éducative était préalablement structurée n'ont pas noté de difficultés notables dans la mise en place de la réforme (exemple à Strasbourg).

2.2 Ces difficultés ont-elles évolué depuis ?

Selon la majorité des villes du réseau, nous avons pu observer :

- Un apaisement des tensions

Un délaissement des problèmes d'organisation pure

- Un renforcement du travail en transversalité, notamment entre les services des collectivités

- Une continuité éducative commençant à se mettre en place

Il reste pour autant des problèmes de recrutement (cf. impossibilité de renouveler contrats plus de 2 ans) et de formation, ainsi que des incertitudes sur le maintien du dispositif au-delà des prochaines élections.

3. Sur le coût

3.1 Des coûts accrus pour les Collectivités locales

Un transfert de charge de l'Etat vers les collectivités territoriales, sans réelle compensation financière, est à déplorer. L'ouverture des écoles le mercredi (ou le samedi matin), traditionnellement fermées, a occasionné une augmentation des charges (chauffage, électricité, eau...), ainsi que la nécessité de les entretenir davantage.

Pour autant, cette augmentation de charges a contraint les collectivités à opérer des choix politiques forts, obligeant à se (re)questionner sur les moyens alloués aux questions éducatives dans les territoires. Pour certaines villes, ces choix restent cependant contraints.

De plus, certaines collectivités ont intégré et amélioré leurs temps d'accueil, d'autres en ont fait des temps en plus... L'ANDEV a ainsi pu observer que des collectivités ayant déjà une politique structurée, avec des charges assumées, semblent avoir minimisé l'impact financier de la réforme.

3.2 Simplification

Une certaine lourdeur administrative a été constatée dès le départ, notamment avec les financements liés à la prestation de service ordinaire (CAF). Pour autant, une simplification de cette PSO et de l'Aide Spécifique aux Rythmes Educatifs (ASRE) est à noter.

L'ANDEV regrette une simplification limitée des réglementations liées aux Accueils Collectifs de Mineurs (en lien avec DDCS), notamment concernant les contraintes de formation des directeurs et la question de l'encadrement des multisites.

Des craintes apparaissent sur certains territoires quant à l'évaluation. Le degré d'exigence pourrait mettre en difficulté petites collectivités, notamment celles n'ayant pas de service éducation structurée, ou n'ayant aucun cadre pour gérer les questions éducatives.

4. Sur le plan qualitatif la réforme a-t-elle atteint ses objectifs ?

Les impacts potentiels doivent s'inscrire sur un temps long (voir enquête de la Direction de la Jeunesse, de l'Education Populaire et de la Vie Associative restituée le 30 mars 2017). Des pays, tels que la Finlande, qui ont entamé des réformes profondes de leur système éducatif commencent à percevoir les résultats alors que les réformes ont été entamées il y a 20 ans.

Les apports de la réforme constatés par l'ANDEV :

- Questionnement des politiques éducatives sur l'ensemble du territoire
- Mobilisation des acteurs (comme jamais auparavant), même si un essoufflement semble constaté aujourd'hui
- Revalorisation des politiques éducatives
- Nouvelles dynamiques éducatives d'un maillage inégalé
- Nouvelles méthodes de travail sur l'ensemble du territoire
- Temps périscolaire considéré comme un temps éducatif à part entière (de quoi faire oublier le terme des temps « péri-éducatifs » inscrit dans la loi)
- Amélioration qualitative des temps périscolaires. Un paradoxe dépassé : activisme et relaxation ! Au départ, surproduction d'activité pour répondre à la commande des parents. Evolution des contenus (droit de ne rien faire...) pour tenir compte des besoins des enfants. Rappel des enjeux du temps de loisirs dans la construction et l'épanouissement individuel (Espace de « diffusion » des valeurs de l'éducation populaire, fort enjeu du moment, du vivre ensemble du respect de soi et des autres tolérance)
- Professionnalisation des animateurs, des directeurs

- Rythmes (peu fatigué 2 sur 5 pour les élémentaires, plutôt fatigués, 3 sur 5 pour les maternels), entrée dans les apprentissages (positif, 4 sur 5), bien-être (positif, 3 sur 5), vivre ensemble (positif, 3 sur 5)
- Complémentarité des temps périscolaires, continuité éducative (importance des transitions...)
 - Qualitatif : accès à plus d'activités, qualité des contenus

Quelques écueils sont tout de même à pointer :

- La réforme semble avoir renforcé les inégalités territoriales
- Coût plus important pour les accueils périscolaires
- Une dynamique « descendante », l'Etat imposant la réforme
- Problème de formation : les animateurs ne peuvent être formés rapidement

5. La semaine de 4 jours

Il ne semble pas y avoir de consensus autour de cette question. L'ensemble des acteurs, dont les familles, se sont pour autant adaptés à cette nouvelle organisation. Chacun des acteurs est conscient et prend en compte le nécessaire temps long de l'action éducative afin d'en mesurer les impacts.

6. Les pistes d'amélioration

- Remettre à plat tous les dispositifs les intégrer dans un seul (renvoie à la question de la gestion interministérielle)
- Temps communs institués pour les acteurs de terrain (enseignants, animateurs, ATSEM...)
- Formations initiales et continues inter-catégorielles (Travail mené par le délégué interministériel à la jeunesse autour du métier de l'animateur et de sa reconnaissance dans les réseaux locaux, et auquel contribue l'ANDEV), réflexion à mener sur la réalité d'un métier de l'animateur (filière) avec un cursus diplômant Education Nationale et une instruction dispensée aussi par des associations d'éducation populaire.
 - Formations de tous les acteurs éducatifs avec des tronc communs
 - Formations plus poussées axées notamment sur le développement de l'enfant
- Conforter la nécessaire coordination des PEDT
- Renforcer les GAD et la représentativité des Communes en leur sein
- Renforcer la cohérence avec les projets d'école
- Aller plus loin sur la rythmicité écoles / Vacances et sur le lien PEDT/ loisirs

7. Démarche partenariale

La mise en place des PEDT a accru et renforcé le partenariat, mettant ainsi en évidence l'importance des référents de terrain. Cette démarche partenariale suppose un véritable co-pilotage, mais l'on peut regretter que les Villes restent souvent seules. Le rôle des IEN est à nouveau à valoriser comme acteur du co pilotage.

8. Gouvernance de l'école primaire

Aujourd'hui, les conseils d'école sont pilotés par les directeurs d'école. Or, les ordres du jour présentent régulièrement, si ce n'est systématiquement des questions liées à l'accueil périscolaire. L'idéal serait de faire évoluer ce dispositif faire des conseils co-animés Education Nationale / Ville, ainsi que la mise en oeuvre d'ordre du jour partagés et co-élaborés.

9. Nouvelle organisation de l'école primaire

L'ANDEV plaide pour un réel statut du directeur de l'école primaire, véritable supérieur hiérarchique des équipes éducatives, ainsi qu'une organisation basée sur un modèle analogue aux EPLE.

Le rôle du directeur d'école est essentiel dans l'animation de son équipe, du projet d'école, mais il est aussi animateur de la coéducation sur son école avec le référent Ville des temps de loisirs ou périscolaire. La construction de ce binôme est essentielle à la réussite du projet commun centré sur l'enfant.

10. La question de la qualité des activités périscolaires et de leur articulation avec le temps scolaire

Le questionnement sur la qualité des activités et des animations proposées dans le cadre des temps d'accueil périscolaire est primordiale. Elle doit se poser à travers l'évaluation continue des politiques éducatives locales, notamment à travers l'évaluation des PEDT, mais aussi sur la nécessité de créer des synergies avec l'ensemble des acteurs éducatifs d'un territoire. Cela passe tout d'abord par l'ensemble des services de la collectivité (culture, sport, environnement...), mais aussi par le maillage territorial, notamment associatif.

Des groupes de travail interdisciplinaires et inter-partenariaux peuvent ainsi s'esquisser pour travailler sur le contenu des activités proposées aux enfants. Les parents ont toute leur place dans ces instances.

Enfin, un lien est à tisser avec les projets d'école, dont les projets pédagogiques des accueils périscolaires n'y sont aujourd'hui pas majoritairement

intégrés. La nécessité d'avoir des règlements intérieurs et des règles de vie partagées se pose naturellement.

CONCLUSION

L'ANDEV constate un paradoxe certain. La réforme des rythmes éducatifs a été imposée par l'Etat, mais pour autant, elle reste assez peu co-pilotée par lui ; le co-pilotage restant à la charge essentiellement des collectivités...

Il est important de rappeler que ces modifications profondes doivent s'inscrire sur un temps long, et le rôle de la politique éducative du territoire est d'assurer une forme de continuité ; d'où l'importance d'un Projet Educatif Local inscrit dans la durée.

Les partenaires associatifs trouvent la réforme beaucoup trop axée sur le temps scolaire, et sont, pour certains, en attente de la suite, notamment la refonte du calendrier scolaire.

L'ANDEV pense qu'il est important de décentrer les problématiques liées aux nouveaux rythmes des simples questions liées à l'école et à l'activité des enfants. Les questions éducatives doivent non seulement se traiter sur l'ensemble des temps de l'enfant (scolaire, périscolaire, extrascolaire), mais aussi à l'échelle d'un territoire entier.

La réforme a permis une forme de rattrapage des politiques éducatives menées ces dernières années, notamment financier. Les Villes n'ayant pas ou peu de politique éducative forte sur leur territoire (structuration de l'accueil périscolaire, maillage avec l'école, travail partenarial avec la communauté éducative) ont absorbé un surcoût important, là où d'autres, plus historiquement structurées, n'ont pas eu à subir une évolution importante des budgets alloués aux enfants sur leurs territoires.

Représentants de l'ANDEV au Sénat :
Arnaud Chiomento Membre du bureau National de l'ANDEV, DGA de la ville de Bezons

Laurent Dauty
Membre de la Commission Permanente de l'ANDEV,
Directeur Éducation, Enfance et Jeunesse de la ville de Mondeville

RENCONTRES DE L'ORME 31 MAI-1^{er} JUIN 2017

Depuis 2009, l'ANDEV est présente aux rencontres de l'Orme et anime l'Espace « Villes Numériques ANDEV ». Cette année, le programme ci-dessous devient une journée d'actualité ANDEV/CANOPE/CNFPT.

À vos agendas !

L'ÉCOLE est NUMÉRIQUE

Journée d'actualité du mercredi 31 mai 2017, durant les Rencontres de l'Orme.

9h/10h : Accueil stagiaires, présentation des Rencontres de l'Orme et du programme de la journée en salle plénière

10h/11h : Découverte guidée du salon (atelier)
Les stagiaires sont invités à se disperser et découvrir les solutions proposées sur l'ensemble du salon (éditeurs, constructeurs, associations au sein des espaces thématique). Les observations individuelles seront partagées de façon thématique pour que chacun se fasse son propre parcours dans un second temps en fonction de ses pôles d'intérêt. Une grille d'observation simple participera à faciliter les échanges et leur mise en commun.

11h/11h30 : Réseaux et médias sociaux
Présentation en salle plénière par un intervenant Canopé : les nouveaux outils sociaux existent depuis plusieurs années (Twitter, LinkedIn, Viadeo, ...). Comment peuvent-ils répondre à nos problématiques de liens entre services, de communication, de compétences ?

11h30/12h30 : Restitution atelier Découverte
En plénière, à partir des thèmes choisis, les retours d'observations sont mis en commun (à l'oral). A cette écoute, chacun identifiera les objets/structures qu'il pourra retrouver par la suite pour son parcours personnalisé.

12h30/14h : Pause repas et parcours personnalisé du salon

14h/15h : Conférence du Grand Témoin en amphithéâtre

15h/16h : Échanges sur le cycle 3 et la transition CM2/6^e
Table ronde ouverte avec la participation d'acteurs

de l'Éducation nationales (IA et rectorat) et des collectivités (ANDEV, Conseil départemental, villes)

16h/17h : Présentation : Les activités numériques dans les temps péri-éducatifs
4 voire 5 Présentations courtes (10mn) suivies de 5 mn de questions, de témoignages d'activités numériques menées hors temps scolaire. Participation de la Ligue de l'Enseignement.

Chantal Blandel, Janine Bouvat, Thierry Léouffre
pour l'ANDEV

**Philippe Rajon,
Nicolas Michel,
Marie-Bénédicte Fontanarava**
pour Canopé

L'ÉCOLE EN TENSION FACE AUX FAMILLES RADICALISÉES

Les écoles communales sont plus exposées aux risques liés à la radicalisation religieuse que n'importe quel autre équipement public.

Les écoles sont les derniers équipements publics institutionnels dont le nombre irrigue de façon très importante tout le territoire communal. Leur amplitude de fonctionnement et le volume d'enfants accueillis en font des lieux d'accueils d'enfants qui n'ont pas d'équivalent dans les quartiers de ZUS (Zone Urbaine Sensible).

Les écoles fonctionnent avec deux temps d'accueil distinct : le temps scolaire (temps de classe) et le temps périscolaire (avant et après la classe) pour lesquels les responsabilités sont totalement différentes, puisque, dans le premier cas (le temps scolaire) l'Education Nationale en est responsable et que dans le second cas (le temps périscolaire) c'est le Maire qui en est seul responsable. Mais cette caractéristique demeure mal connue et rend peu visible le fonctionnement des écoles par rapport, par exemple, aux collèges.

Le temps périscolaire des écoles emploie un très grand nombre d'agents communaux (ou d'agents employés par des organismes partenaires de l'école) et, depuis la réforme des rythmes scolaires, la durée quotidienne de fonctionnement de l'accueil périscolaire est devenue souvent supérieure à celle du temps scolaire.

La partie des ZUS qui est la plus ségréguée socialement et ethniquement et qui concentre les constats d'une radicalisation religieuse massive, se trouve être au cœur de la sectorisation des Réseaux d'Education Prioritaire principaux (dits REP+) définie par l'Education Nationale : certaines communes ont des proportions très élevées d'écoles classifiées en REP ou REP+ ce qui produit des réalités quotidiennes très différentes d'autres territoires où les réseaux d'éducation prioritaire sont moins présents.

Dans ces REP+, on retrouve également très souvent les écoles de la ville ayant les effectifs les plus importants, parfois plus élevés que ceux des collèges. Il y a une présence d'enfants dans les écoles durant 8 à 9 ans, là où il y a 4 ans de scolarité en collège (et avec des orientations possibles en cours de cursus).

Les collèges sont dotés de moyens humains dont ne disposent pas les écoles : présence d'une importante équipe administrative et d'une équipe très bien formée dédiée à la vie scolaire fonctionnant dans des bâtiments organisés depuis longtemps pour gérer la sécurité.

Les collèges sont moins exposés à une confrontation directe entre les personnels enseignants et non enseignants et les familles radicalisées car ils accueillent des enfants qui ne sont pas accompagnés de leurs parents. Les écoles ne disposent d'aucun de ces moyens.

Les écoles sont les seuls équipements publics institutionnels (avec les collèges) implantés dans les quartiers REP+ dont le fondement est de porter un enseignement dans le cadre d'un programme scolaire obligatoire reposant sur les principes fondamentaux républicains, à l'égard desquels la forme radicale de la religion musulmane est en totale opposition.

En conséquence, les écoles publiques communales sont, plus que n'importe quel autre équipement institutionnel, en situation potentielle systématique de tensions avec les parents radicalisés et potentiellement en grande difficulté pour y faire face faute de moyens spécifiques.

Toutes ces caractéristiques cumulées, rappelées ci-dessus, qui définissent l'école communale et qui pointent ses fragilités par rapport à la radicalisation religieuse des familles sont un rappel d'évidences pour les professionnels des métiers de l'éducation et pourtant elles restent très largement méconnues.

Elles restent méconnues des services de l'Etat, car ces derniers traitent principalement le problème de la radicalisation au travers de dispositifs liés à la sécurité (exemple : CLSPD) dont les commissions partenariales intègrent des chefs d'établissement ou des IEN, mais jamais (ou trop rarement) de directeurs d'école. Or, malgré toute la bonne volonté d'un IEN, il ne peut pas être le témoin éclairé d'un quotidien d'école que seul vit un directeur dans ses relations avec les familles. D'autre part, la présence des chefs d'établissement dans ces instances contribue largement à réduire la problématique de la radicalisation dans le champ scolaire au cadre du second degré,

lequel, tant dans ses pratiques et ses modalités de fonctionnement que dans ses moyens (humains et matériels) n'a que très peu de rapport avec les réalités de l'école publique communale.

Elles restent insuffisamment diagnostiquée par les services de l'Education Nationale, car les moyens du 1^{er} degré sont une donnée s'imposant à la hiérarchie et induisant que l'école doit savoir faire face à toutes les difficultés ; d'autre part, il y a une tradition très ancrée au sein de l'Education Nationale voulant que les difficultés de l'école soient « gérées en interne », par l'Education Nationale : et quand il s'agit d'un problème de société profondément installé dans la vie quotidienne d'un quartier au cœur duquel se trouve l'école et envers lequel il est bien évident que l'école seule, avec ses faibles moyens, ne pourra pas agir significativement, cela ne contribue pas à rendre visible les difficultés et à favoriser une approche collective du problème.

Elles restent méconnues des élus locaux, car il faut se rappeler que seule la délégation de l'élus à l'éducation peut avoir une vision aussi large de ce qui se passe sur un territoire donné par rapport aux familles du fait de la densité des équipements et services qu'il a en responsabilité. Et cela est identique pour la direction ou le service communal chargé de la gestion des services à l'école par rapport à n'importe quelle autre direction ou service : même les centres sociaux, généralement implantés au cœur des quartiers touchés par la radicalisation religieuse, ne peuvent pas avoir la même perception de la situation du fait de leur position de médiateur, inhérente à leur finalité, par opposition à l'école qui ne peut que parler laïcité au quotidien.

Il faut aussi pointer des réalités plus pragmatiques d'un point de vue politique : toute tendance politique confondue, des élus locaux ont pu, de longue date, développer des réseaux de proximité, de plus ou moins grande ampleur, dans les quartiers populaires de l'éducation prioritaire et il est alors très difficile, pour aider l'école, de revenir sur des liens de proximité quand certains de ces liens commencent à être pointés comme engagés dans une forme de radicalisation (souvent masquée par l'emploi bien rôdé d'un double langage).

Au final, on peut ainsi mieux comprendre pourquoi les tensions entre les familles radicalisées et l'école ne peuvent que s'accroître depuis le début des attentats en France, et pourquoi l'école reste peu identifiée comme étant face à de graves tensions et démunie pour les traiter.

Les professionnels des métiers de l'éducation que nous sommes, rassemblés au sein de l'ANDEV, avons certainement un rôle particulier à jouer en faveur de l'école. La proximité des communes et des services avec les directeurs d'école nous positionne dans une relation privilégiée pour être des lanceurs d'alerte, faute de relais suffisants à la hauteur des enjeux trouvés par ces derniers au niveau de leurs institutions, pour les aider dans leur confrontation quotidienne aux discours et attitudes des familles radicalisées remettant en cause certains fondements de l'école.

Ce n'est pas par hasard que de plus en plus de directeurs d'école témoignent directement auprès des élus locaux et des services municipaux de leurs difficultés, des contenus inquiétants de discours entendus chez des familles, des réactions violentes de certaines d'entre elles, des incidences sur l'attitude des enfants et parfois, dans certains cas critiques, d'une rupture du dialogue et d'une défiance envers l'école de la part des parents radicalisés. Car il se constate que l'école peut ne plus être comprise, ne peut plus être considérée comme une aide à l'ascension sociale et à l'intégration, et sembler être davantage perçue comme un lieu d'accueil dont il faut s'accommoder faute d'alternatives de scolarisation, en attendant l'ouverture annoncée d'école privée confessionnelle spécifique aux courants religieux radicaux.

Les écoles maternelles et élémentaires publiques sont ainsi des « chambres d'écho » particulièrement révélatrices des tensions générées par la radicalisation religieuse face aux principes républicains et aux valeurs citoyennes qui sont les fondements de l'école. Il faut le rappeler impérativement à tous les décideurs et à tous les partenaires pour que l'école soit accompagnée (et protégée) collectivement et unanimement dans le but de favoriser un apaisement entre les engagements religieux de certaines familles et les perspectives de réussite les plus nobles qu'offre l'école aux plus démunis (ce qui immanquablement ramènera aussi le débat de l'action publique sur la problématiques de ghettos scolaires et sur le niveau d'échec scolaire qu'on y trouve).

Par Thierry Léouffre
Membre de la commission
permanente de l'ANDEV
Co-coordonnateur du réseau
Sud Méditerranée ANDEV
Directeur de l'Education
de la ville de Nîmes

CANTINES BIO

Rencontre nationale du club des territoires ! « victoires des cantines rebelles 2016 »

Le jeudi 10 novembre 2016 - Paris

L'ANDEV était invitée à cette manifestation qui s'est déroulée dans les salons de l'hôtel de ville de Paris à l'initiative de l'association : Le club des territoires « un plus bio » qui est un réseau national des cantines bio, créé en 2013. L'ouverture de la journée a été faite par Gilles Pérole, Président de cette association.

Ce réseau dynamise des échanges de bonnes pratiques entre ses membres qui se reçoivent mutuellement. Il fait aussi connaître leurs actions dans l'hexagone et participent à des événements sur l'alimentation en lien avec la santé et l'environnement.

A noter parmi les collectivités adhérentes :

Bordeaux, Grande Synthe, Salon de Provence, Toulouse, Nantes, Barjac, Bègles, Briançon, Martigues, Narbonne, Nîmes, Pélissanne, Grenoble, Dijon, Epinay sur seine, Triel-sur seine, Unger-sheim..., des Régions comme le Conseil Régional d'Ile de France ou des départements comme celui de la Drôme, du Gard, de la Gironde, de l'Isère et des Pyrénées atlantiques...

Cette association est intervenue au 99ème congrès des maires par l'intermédiaire de Gilles Pérole en qualité de maire référent en restauration scolaire à l'AMF.

Ce club a édité un ouvrage « quand les cantines se rebellent » et vient d'en publier un autre « cantines bio : le guide pratique des parents ».

Chaque année à l'automne ce club se retrouve à Paris à l'occasion d'une journée solennelle pour rassembler les différents acteurs concernés par ces questions.

Cette année le programme de cette journée s'est articulé en 4 temps :

- Présentation du Club et bilan 2016 de l'association où il a été fait état du tour de France des cantines rebelles mené par « un plus bio » au cours de cette année 2016. Ce tour avait pour objectif d'aller à la rencontre de ces collectivités partenaires. Au cours de cette présentation, ce club a manifesté la volonté du réseau de s'agrandir en lançant un appel aux collectivités ou partenaires non membres.
- Débat organisé autour de la thématique « Elus-parents : le rendez-vous manqué ? »
- Le lancement du livret « cantines-bio : le guide pratique des parents »
- Et enfin, la remise des victoires des cantines rebelles.

Dix Lauréats ont été sélectionnés parmi 43 candidats (voir le lien <http://www.unplusbio.org/voici-dix-laureats-victoires-cantines-rebelles-2016/>)

Par Martine BEZZINA
Membre de la Commission permanente de
l'ANDEV

L'ANDEV a participé à la conférence des Territoires éducatifs

«Des enjeux, des leviers et des freins pour une action éducative mobilisant l'ensemble des acteurs sur les territoires » organisée par les Francas à Aix-en-Provence le 24 Novembre 2016

Dans le temps imparti, l'ANDEV a exposé trois enjeux, trois leviers et trois freins.

Trois enjeux : la réduction des inégalités, la réussite scolaire de tous les élèves, la réussite du citoyen de demain

Vincent Peillon, lors du discours du 30 octobre 2012, a énoncé très clairement qu'il fallait «changer l'école pour changer la société». L'enjeu de la loi de la refondation de l'école s'exprime alors en termes de réduction des inégalités et de permettre à chacun, soit à tous les élèves, de réussir à l'école et se construire un projet de vie. Après les attentats de Charlie se renforce l'idée de former le citoyen de demain.

1. La réduction des inégalités

L'ANDEV cite le rapport de Jean-Paul Delahaye, dont la présentation⁶, a rappelé que La loi de refondation commençait par la question de la grande pauvreté : elle est, depuis, le sens de la rédaction de l'article L. 11. 1 du Code de l'éducation qui stipule que le service public de l'éducation «reconnait que tous les enfants partagent la capacité d'apprendre et de progresser. Il veille à l'inclusion scolaire de tous les enfants, sans aucune distinction. Il veille également à la mixité sociale des publics scolarisés au sein des établissements d'enseignement. Pour garantir la réussite de tous, l'école se construit avec la participation des parents, quelle que soit leur origine sociale. Elle s'enrichit et se conforte par le dialogue et la coopération entre tous les acteurs de la communauté éducative. »

Dans cette troisième voire quatrième année (pour 25% des communes) de mise en œuvre du PEDT, l'enjeu principal de la refondation de l'école reste ainsi celui de la réussite de tout citoyen de demain, passant par une **réussite scolaire**. Et si nous en doutions, le rapport du CNESECO⁷ nous

rappelle que « quitter le système éducatif sans diplôme, c'est aujourd'hui être grandement exposé au chômage et au sous-emploi en début de vie active, et, avec la crise, bien au-delà de la période d'insertion ».

2. La réussite scolaire de tous les élèves

Pour l'ANDEV, en 2011 déjà, lors de notre Congrès de Nîmes nous affirmions que « Réussir à l'école, (est) un enjeu au cœur des politiques locales », que l'école ne peut répondre seule aux injonctions de réussite scolaire pour tous ; qu'elle a besoin des collectivités locales... et qu'elle était encore trop souvent sanctuarisée, et fermée à l'idée de partenariat. »

L'ANDEV pense aussi que « La réussite scolaire ne saurait se limiter à l'action scolaire. La réussite scolaire doit penser global et intégrer toutes les formes d'actions et s'étendre au bien-être, à l'épanouissement, au cadre de vie, sur tous les temps qui impliquent les collectivités locales. »

3. La réussite du citoyen de demain

Au-delà de l'opposition sémantique réussite éducative/réussite scolaire, l'enjeu de la continuité éducative est passé – en trois ans - à celle d'alliance éducative. L'enjeu est donc bien le rassemblement de tous les acteurs, parents et associations y compris, pour faire réussir tous les élèves, et transmettre à notre jeunesse les valeurs qui sont celles de l'école et de notre société.» Il est à noter que dans certains projets d'école, dont 2016 fut l'année de renouvellement, cet objectif est explicitement mentionné.

Trois leviers : l'inscription du PEDT dans la Loi, le nouveau socle commun et la formation professionnelle mixte

Dans le cadre actuel de la pérennisation des financements, l'ANDEV cite trois leviers :

⁶ Grande pauvreté et réussite scolaire : le choix de la solidarité pour la réussite de tous» publié le 12 mai 2015

⁷ « Inégalités sociales et migratoires Rapport Scientifique Sept. 2016 comment l'école amplifie-t-elle les inégalités ? »

1. L'inscription dans la Loi du PEDT a légitimé les politiques éducatives locales. Elle a transformé le paysage en portant la question des politiques éducatives sur tous les territoires. D'un dispositif non obligatoire, il est devenu généralisé pour 92% des communes, ce que l'ANDEV appelait de ses vœux déjà dans le cadre des PEL.

2. L'alliance éducative sur le nouveau socle commun Puisqu'il s'agit de faire réussir tous les élèves, il faut que celui-ci « maîtrise le socle commun de connaissances, de compétences et de culture à l'issue de la scolarité obligatoire, quel que soit le milieu d'origine⁸ ». Tel que le nouveau socle commun a été défini, il peut devenir support sur tous les temps de l'enfant puisqu'il s'agit que :

- L'enfant apprend à apprendre
- Renforce son langage pour penser et communiquer
- Se forme pour être citoyen
- Apprennent les systèmes naturels et techniques
- Se forge des représentations du monde

Le socle commun serait alors le levier pour la mise en cohérence du projet périscolaire avec le projet scolaire. Si dans l'enquête ANDEV, effectuée pour le Congrès de Nîmes, 68 % des directeurs d'éducation énonçaient que le principal obstacle à la transversalité des questions éducatives était leur absence d'accès aux projets d'école, les membres de l'ANDEV, en cette année de renouvellement des projets d'école, nous font remarquer des avancées tant dans la formulation de leurs axes que de leur communication.

Pour l'ANDEV, la communauté éducative dans son ensemble (parents inclus) doit donc connaître le socle commun afin de reconnaître la contribution de chacun de ses acteurs dans ses objectifs. Il ne faut pas hésiter à saisir les cadres de l'Education nationale pour les amener à expliciter son contenu aux professionnels comme aux familles. Dans un même esprit de réciprocité, les ESPE doivent inscrire les PEL/PEG dans le cursus pour permettre aux enseignants de mieux comprendre l'implication des acteurs éducatifs locaux dans la mise en œuvre du socle.

Ce sera sans aucun doute une question abordée dans l'atelier de l'après-midi, ce qui amène au troisième levier : la formation.

3. La Formation mixte Pour travailler ensemble il faut se connaître et se reconnaître.

Dès janvier 2012, l'ANDEV/l'ESEN et le CNFPT ont instauré une formation des cadres de l'Education mixtes en l'ouvrant aux Inspecteurs de l'Education Nationale et aux Directeurs de l'Education des Villes. Les constats ont été unanimes sur la découverte de notre métier de Directeur de l'Education et de cette nécessaire connaissance pour construire et réussir nos projets. Depuis un accord-cadre du Printemps 2015, des formations CNFPT sont ouvertes au public de l'Education Nationale. Pour autant l'ANDEV constate que les stagiaires de l'Education Nationale qui s'y présentent sont rares et souvent seulement motivés par une intervenante elle-même issue de l'Education Nationale.

Cette reconnaissance est aussi nécessaire entre les services municipaux. Les municipalités ont développé en interne des plans de formation mixtes de leurs personnels qui entourent l'enfant par leurs différents métiers.

Trois Freins : la hâte et le manque de concertation des acteurs, le rythme des parents et la précarité des professionnels

Le politique tient compte des réalités budgétaires mais aussi de l'état de l'opinion, des lourdeurs de la machine et de l'énergie ministérielle. Les enjeux de la Loi de la refondation de l'école se sont trouvés confrontés déjà à certains freins dans la mesure où l'échec scolaire touchait inégalement les différentes classes sociales. Certains freins sont liés à sa mise en œuvre :

1. La hâte et le manque de concertation des acteurs

La hâte de la mise en place, pour la plupart des villes l'été 2014, notamment après le décret Hamon, n'a pas aidé à la compréhension de cette réforme. Les services ont été pris par des préoccupations organisationnelles ne favorisant pas la construction du contenu et ce d'autant que les temps de concertation n'avaient pas été prévus. Dans ce contexte, les villes déjà en PEL ont pu même faire remonter un recul des relations des acteurs⁹.

2. Le rythme des parents

Il a été souhaité de changer le rythme journalier de l'enfant mais il n'y a pas eu de réflexion sur le monde du travail. Or il ne peut y avoir de profonde modification d'aménagement de la vie de l'enfant sans réflexion sur les rythmes de travail des parents. Nous devrions refaire un tour du côté des études des Bureaux des Temps ...

⁸ Projet d'école et nouveau socle commun (Rapport Delahaye mai 2015)

⁹ Enquête ANDEV automne 2013

3. La précarité des professionnels

Françoise Dolto s'indignait déjà que les adultes éduquant nos enfants étaient parmi les personnels les moins bien rémunérés alors qu'ils préparent les citoyens de demain. Cette indignation reste à méditer sur le sens de notre société et les métiers promus...Au cœur de cette question se trouvent les préoccupations gestionnaires qu'il faudrait sans doute interroger au regard de ce qui se paie plus tard lorsque l'accompagnement éducatif a manqué... Par ailleurs l'enquête de la sociologue Véronique Laforets¹⁰ pointe comment ces préoccupations gestionnaires font obstacle à l'adaptation des PEL à la diversité des contextes locaux, et tendent, au contraire, à leur standardisation.

Conclusion : c'est pas gagné !

Le contexte actuel fait craindre un recul auquel la plupart des acteurs semblent favorables n'ayant pas toujours compris cette réforme. Mon homologue de la Petite Enfance a l'habitude de m'interpeller pour me dire que ce qui ne se fait pas aujourd'hui pour l'enfant, la société le paye beaucoup plus tard. Aussi continuons à avoir une vue d'ensemble de notre société en formant le citoyen de demain sur tous ses temps de vie, en y mettant les moyens en personnel qualifié. Et espérons que les diverses évaluations en cours étayeront les projets gouvernementaux des candidats à la présidence afin que nous gardions ce nouveau contrat scolaire qui formerait sans exclure.

« Afin de rire ensemble, défendons une véritable démarche humaniste pour l'égalité des droits de nos enfants d'aujourd'hui qui seront nos adultes de demain »

Marie Desmet¹¹

Jeudi 24 novembre 2016

Janine Bouvat

Vice-Présidente de l'ANDEV

Coordonnateur PEDT

Pôle Ingénierie des Services à la Population

Ville de La Ciotat

¹⁰ Le 8 juin dernier, Véronique Laforets a soutenu une thèse de sociologie intitulée « L'éducatif local. Les usages politiques du temps libre des enfants ». La soutenance s'est déroulée à Chambéry devant un jury composé d'Agnès Van Zanten, Philippe Estèbe, Dominique Glasman (qui a dirigé la recherche), Francis Lebon, Bertrand Ravon, et Alain Vulbeau. dont l'Andev, ont contribué à relayer un questionnaire par lequel ces professionnels ont été enrôlés dans la recherche comme autant d'observateurs de leur réalité locale.

¹¹ Fondatrice d'une structure petite enfance belge cf. Revue la communale N°59

RENCONTRE DES PEL les 8 et 9 mars 2017 à Brest.

Éducation et territoires « Du PEDT aux Projets locaux d'éducation : des démarches structurantes d'une action éducative de qualité »

Le renouvellement des PEDT offre l'opportunité de dépasser les tâtonnements de leur mise en place et de prendre la mesure de réussites locales, mais aussi d'identifier des conditions de réussite, les éléments constitutifs d'une démarche pérenne et de qualité, ainsi que les points de vigilance à prendre en compte.

Le PEDT a souvent été perçu comme un cadre permettant de préparer la réforme des rythmes scolaires. Des collectivités et leurs partenaires sont allés au-delà et ont conçu des projets pour tous les enfants de 0 à 16 ans, voire au-delà de l'âge de la scolarité obligatoire, dans les temps scolaires et périscolaires, mais aussi dans les temps de loisirs extrascolaires, en étant soucieux de l'accueil de tous les enfants.

Le Forum des projets et des actions éducatives locales permettra aux acteurs des rencontres de témoigner de la diversité des initiatives territoriales, d'illustrer la pertinence de celles-ci.

Chaque espace institutionnel est aujourd'hui producteur de politiques publiques d'éducation, d'actions éducatives. L'État, en sus de sa mission régalienne d'éducation, s'attache à impulser et coordonner les politiques éducatives pour assurer une continuité, ce dès la petite enfance, tant dans les actions qu'il met en œuvre que dans celles qui sont conduites par des acteurs éducatifs territoriaux. La pertinence de penser et construire des alliances éducatives est admise par nombre d'éducateurs, mais cet accord n'épuise pas le sujet.

Comment décliner des politiques éducatives de l'échelon national à l'échelon le plus local en tenant compte des particularités consubstantielles des territoires, en mettant en actes des ambitions de justice sociale, de réduction des inégalités scolaires et sociales ?

Comment incarner cette alliance éducative entre des acteurs aussi différents que l'école, les structures d'accueil de la petite enfance, les clubs sportifs, ou les associations culturelles ?

Enfin, comment concevoir des ambitions éducatives de qualité qui réconcilient professionnels et citoyens, à travers une gouvernance démocratique de l'éducation ? Si l'éducation est un bien commun, ne doit-elle pas être partagée, discutée, « dialoguée » par le plus grand nombre de citoyens ?

Sept ateliers d'échange et de prospective permettront de nourrir ces réflexions, d'apporter des réponses, de broser des perspectives, ...

A quelques semaines des futures échéances électorales nationales, les rencontres Nationales des PEL c'est:

- Sept ateliers d'échanges et prospectifs.
- Deux conférences sur la territorialisation de l'action éducative et les alliances éducatives.
- Un forum des projets et des actions éducatives locales.
- Une table ronde sur l'évaluation des PEDT.

Programme :

<http://www.francaisbzh.fr/rencontres-nationales-des-pel-de-brest/edition-2017/>

Les rencontres nationales des PEL sont organisées par les Français, la Ville de Brest, en partenariat avec l'ANDEV et le RFVE, avec le soutien de l'Ifé et de l'INJEP.

Depuis plus de vingt ans, chaque année, les collectivités territoriales qui cherchent à mettre en synergie les différents acteurs éducatifs en mettant en place des projets éducatifs locaux (PEL) voient leur nombre s'accroître. Le ministère de l'Éducation nationale s'est inspiré de ce concept pour contribuer à la modification des rythmes scolaires, en instituant les projets éducatifs territoriaux (PEDT)

L'ANDEV est invitée aux 4^e ASSISES NATIONALES DES DAC à Strasbourg les 9 et 10 mars 2017

Après Annecy en 2007, Toulouse en 2010, puis Saint-Denis en 2014, c'est Strasbourg qui accueillera les 4^{èmes} Assises nationales des DAC, organisées par la FNADAC en coproduction avec l'Observatoire des politiques culturelles, l'Agence culturelle d'Alsace et le CNFPT, avec le soutien du ministère de la Culture et de la Communication, de la Région Grand Est, de la Ville de Strasbourg et de la banque coopérative CASDEN. Dans un contexte de réduction budgétaire et de réforme territoriale, les politiques culturelles publiques sont souvent questionnées et remises en cause. Pourtant, les mutations profondes qui traversent nos sociétés sont éminemment culturelles : la mondialisation, le développement du numérique, l'accélération et la marchandisation des échanges, l'amplification des flux migratoires modifient comme jamais notre rapport au monde, aux savoirs et à l'altérité. Les inégalités, les replis identitaires et la crise de la représentation malmènent le jeu démocratique et citoyen. Pour autant, l'appétence pour une participation accrue à la vie artistique et culturelle traduit le besoin de chacun de s'affirmer en tant que personne ainsi que le désir commun de faire société. Sensibles à ces bouleversements, les directions des affaires culturelles nourrissent une réflexion sur les évolutions des politiques publiques. Leur expertise mérite d'être mieux partagée avec les élus, entre les différents niveaux de collectivités, ainsi qu'avec une multiplicité d'acteurs (à l'intérieur et en dehors du champ culturel) pour éclairer le renouvellement des politiques culturelles et contribuer aux grands débats sociétaux.

À la veille d'élections nationales importantes, cette mise en perspective du rôle des DAC doit permettre de faire de la culture une cause commune pour une citoyenneté active. Durant ces deux journées de rencontres et de formation, les participants seront conviés à mettre à distance leurs pratiques et à exercer leurs capacités créatrices dans le cadre de débats, d'ateliers et de temps de production collective.

Le 22 novembre 2016

La Fédération Nationale des Associations de Directeurs des Affaires Culturelles (FNADAC)

[http://fnadac.fr/assises-cycle-2017/...](http://fnadac.fr/assises-cycle-2017/)

A savoir :

La Fédération Nationale des Associations de Directeurs des Affaires Culturelles des Collectivités Territoriales (FNADAC) rassemble l'ensemble des associations nationales et régionales de Directeurs des Affaires Culturelles, ainsi que les professionnels généralistes de l'action culturelle travaillant pour les collectivités territoriales à l'échelle communale, intercommunale, départementale et régionale. <http://fnadac.fr/>

Au carrefour des politiques publiques territoriales (régionales et départementales), l'Agence culturelle d'Alsace investit les champs du spectacle vivant et des arts plastiques contemporains en accompagnant les acteurs culturels, artistiques et institutionnels dans l'élaboration et la mise en œuvre de leurs projets.

<http://www.culture-alsace.org/>

L'Observatoire des politiques culturelles est un organisme national qui travaille sur l'articulation entre l'innovation artistique et culturelle, les évolutions de la société et les politiques publiques au niveau territorial. L'OPC exerce un rôle d'éclaireur pour un large cercle de professionnels des arts et de la culture, d'experts et d'élus.

<http://www.observatoire-culture.net/>

NB : Le Conseil d'administration de l'ANDEV avec son partenaire Weka - au regard de l'actualité sur l'Enseignement Artistique et Culturel, d'une part, par la présentation de sa charte en Juillet 2016 et, d'autre part, par les assises de la Culture de la Fédération Nationale des Associations des Directeurs des Affaires Culturelles de Strasbourg les 9 et 10 Mars 2017 - a fait le choix, en décembre 2016, de rééditer les actes du Colloque d'Aix-en-Provence de 2005 dont les questions évoquées gardent toutes leur pertinence une décennie plus tard. Le Président de la FNADAC, Frédéric Lafond, nous a fait l'amitié de porter un regard sur ces actes et ainsi d'en rédiger la préface¹²

¹² Pour obtenir le document en format pdf de cette publication : secretariat@andev.fr

GROUPE RÉGIONAL DU RESEAU CENTRE

Compte-rendu de la rencontre du 14 octobre 2016 à Lusignan

Villes présentes : BRIVE, LIGUGE, ANGOULEME, CC Pays Melusin, CHATELLERAULT

Accueil par Stéphane PARMENTIER, responsable du Service Education de la Communauté de Communes du Pays Melusin : le Service Education est composé de l'Enfance, de la Jeunesse, de la petite Enfance et de la Vie Scolaire. Il est installé dans la Maison des Services Publics à Lusignan services + permanences ouvertes au public. Intervention sur tous les temps de l'enfant, de 0 à 18 ans + relations avec la Mission Locale pour les plus âgés (12 écoles, 1100 enfants scolarisés, 2 ALSH - Lusignan et Saint Sauvant -, activités ados itinérantes, fusion avec Grand Poitiers → Syndicat Intercommunal à Vocation Scolaire à terme

1. les nouvelles territorialités

- La Ville d'Angoulême est en procédure de **fusion**. Elle a donc 2 ans pour organiser le nouveau territoire de 38 communes. Enjeux importants sur la thématique Petite Enfance mais pas de vraie politique encore définie. Groupes de travail depuis le printemps → la création d'un service spécifique qui devrait être chargé d'un **diagnostic de territoire**. Les enjeux sont différents sur le territoire de la nouvelle agglomération selon les différents bassins de vie.
- Brive : compétence Petite Enfance déjà basculée depuis 2 ans à l'agglomération. Le Service Education n'est pas communautaire mais l'extrascolaire est en passe de basculer. Le périscolaire s'est de plus en plus professionnalisé dans un cadre contraint mais parce que **les enjeux éducatifs étaient importants**.
- Châtellerauld : la compétence Enfance Jeunesse n'a pas été transférée à l'agglomération et les communes des 3 communautés de communes qui viennent rejoindre la communauté d'agglomération actuelle vont devoir reprendre la compétence. Certains équipements de la Petite Enfance ont été transférés mais pas la totalité. Sur la ville-centre, les structures Petite Enfance sont rattachées au CCAS.
Les 3 strates décideurs financeurs et opérateurs vont être séparés => plus de colonne vertébrale.
Les CAF poussent vers une mutualisation des services (Corrèze, Charente et Vienne).

- Comment travailler aujourd'hui avec les professionnels qui ne sont pas et qui ne vont pas devenir communautaires dans une perspective d'évolution de situation sur les territoires ?

Notion de société publique locale (SPL) loi n° 2010-559 du 28 mai 2010 qui permet aux collectivités territoriales et à leurs groupements de créer des sociétés publiques locales (SPL) dont

ils détiennent la totalité du capital, dans le cadre des compétences qui leur sont attribuées par la loi. Les SPL n'ont, en outre, pas vocation à exercer des fonctions support comme la gestion des ressources humaines, la gestion budgétaire ou encore des expertises juridiques ou d'assistance technique pour le compte des collectivités qui les contrôlent.

Les SPL sont de nouveaux outils mis à la disposition des collectivités territoriales leur permettant de recourir à une société commerciale sans publicité ni mise en concurrence préalables, dès lors que certaines conditions sont remplies.

2. le PEDT

- Châtellerauld : présentation d'un document.
- Angoulême : des 2013 avec la problématique que les élus ne souhaitaient pas de PEDT écrit. L'organisation s'est faite autour d'un tissu associatif → PEDT très large mais pas partagé avec les associations opérateurs. Journée classique avec sortie à 16h + quart d'heure supplémentaire sur la pause méridienne. Réinterrogation aujourd'hui sur les différents temps de l'enfant plus globalement. L'enfant a été mis au centre de la démarche. Les accueils du matin ne sont pas déclarés en ALSH alors que tous les autres accueils sur les autres temps de l'enfant le sont. Pas de TAP mais uniquement des temps périscolaires.

Système qui a duré 3 ans → aujourd'hui renouvellement avec concertation en reprenant le PEDT existant et en le partageant et en le faisant valider par les partenaires.

3 thématiques :

- l'éducation nutritionnelle,
- les parcours éducatifs et culturels,
- la lutte contre les discriminations et contre les violences.

Déclinées en projet éducatif sur chaque territoire de l'opérateur associatif → **projet de politique éducative**.

Le volume financier accordé est conséquent car des décisions politiques ont été prises qui ont permis de maintenir globalement les budgets éducatifs.

Un centre social du territoire vient de perdre son agrément CAF → urgence éducative à traiter au plus vite.

Le PEDT n'est pas un dispositif mais une réflexion. Le travail transversal est difficile.

- **Brive** : 48 000 habitants mise en place d'un projet éducatif où l'enfant est positionné au cœur des orientations. Les 3 centres sociaux sont municipaux dans des quartiers prioritaires. Sur l'année scolaire 2013-2014, le PEDT a été conséquent et sur 2014-2015 7 ateliers hebdomadaires sur 14 écoles élémentaires. Le budget voit une baisse de 5% tous les ans pour tous les services.
- Après la réforme, un quartier en difficulté a vu une réelle mixité sociale se mettre en place via une sectorisation des ALSH → transport et offre de repas le mercredi midi. Étaient concernées des familles avec QF9. Globalement 27 écoles sur la commune avec **1 référent périscolaire** (directeur, directeur adjoint ou animateur en ALSH) dans chaque école avec gestion de l'équipe et responsabilité hiérarchique. Au sein du Service Éducation 1 personne coordonne les ateliers → recherche intervenants, plannings,...). Les référents périscolaires sont eux-mêmes chapeautés par des responsables de secteur. Les postes de référents sont fondamentaux.
- Formation des agents : BAFA, psychologie de l'enfant, et analyse de la pratique (#supervision pratiquée dans les LAEP) → appétence et motivation des agents, sas de décompression nécessaire).

3. 1001 territoires www.en-associer-les-parents.org/1001-territoires

- **Comment réfléchir à faire revenir les parents pour la réussite des enfants ?**
- Cf. Espace parents du PRE Châtellerauld objectif → qu'est-ce que l'école attend des parents et qu'est-ce que les parents attendent de l'école. Nécessité que le directeur de l'école joue le jeu et que l'animation de la rencontre soit menée en ayant pour objectif de libérer la parole.
- C'est quoi accompagner son enfant ?

4. Congrès de l'ANDEV

- 7, 8, 9 décembre 2016 à Brest à l'Université Bretagne Occidentale (UBO), Faculté des Lettres et Sciences Humaines, 20 rue Duquesne, 29200 BREST.
- Parents, ville, école : construire une alliance éducative. utopie ou réalité ?

- Lecture du Courrier de Rozenn MERRIEN, présidente de l'ANDEV

5. Programme de Réussite Éducative Châtellerauld

- Dispositif de la Politique de la Ville. 2 – 16 ans. Le PRE existe là où le droit commun n'intervient pas sur une double géographie :
 - territoire politique de la ville,
 - territoire quartiers prioritaires Éducation nationale.
- Approche globale de l'enfant par des **équipes pluridisciplinaires** qui mettent en place des actions les plus transversales possibles avec une cohérence maximale autour de l'enfant et le principe de libre adhésion.
- À Châtellerauld, concentration des actions sur les âges élémentaires avec une action phare : les **parcours personnalisés de réussite éducative**. Les équipes éducatives pluridisciplinaires permettent de gagner la confiance des parents et travaillent avec une **charte de confidentialité** et dans un cadre avec une procédure.
- L'équipe est composée d'un coordonnateur, d'une éducatrice de jeunes enfants et d'un éducateur spécialisé. **L'entrée est la famille** avec la mise en place d'action d'accompagnement et de soutien à la condition parentale → nécessité d'avoir des **formations spécifiques**. 40% des accompagnements relèvent de la protection de l'enfance.
- Décalage souvent dans les fonctionnements du PRE et les règles administratives de la collectivité (ex. attribution de téléphone,...).
- **Les Coups de Pouce CLE et CLEM** : ateliers lecture-écriture tous les soirs pour des enfants de CP animés par des animateurs formes, par groupe de 5. **Véritable ingénierie** reconnue par l'Éducation Nationale. Posture en direction des parents qui sont véritablement des **partenaires** mais aussi en direction des enseignants. Des temps sont banalisés entre les animateurs, les enseignants et les partenaires ; la formation Coupe de pouce est partagée avec les animateurs des CLAS de CP. Les enseignants participent également à la formation. Les Coups de Pouce CLEM sur les CE1 → manipulations avec les mathématiques avec des modèles Coup de Pouce CLE.
- **Espace Parents** : s'appuie sur les Coups de Pouce afin de mettre en place la place des parents qui est centrale. S'organisent autour de la première scolarisation, sur les questionnements autour de la séparation le jour où a lieu la séparation.
- **Les Permanences Psychologiques** : création d'un espace d'écoute bienveillante non thérapeutique assurée par un psychologue. Ces permanences ont lieu dans 2 Maisons de Quartier afin d'assurer la confidentialité voir un autre lieu

si nécessaire. Parents, enfants : comment faire ensemble ? Deux conditions nécessaires :

- la posture de la psychologue qui va vers les parents,
- l'accompagnement physique sur le rendez-vous.

Les enseignants, en particulier dans les quartiers REP+ se questionnent de plus en plus sur ces différentes postures → de plus en plus d'ouvertures et de dialogues.

Persévérance scolaire : action qui s'appuie sur du repérage d'enfant avec une équipe de prévention → séjours de rupture avec éducateurs pour les CM2 et 6^e.

Action Passerelle : n'est plus aujourd'hui financée par le PRE → le CCAS a pris le relais pour les enfants de 2 à 4 ans avant la scolarisation passerelle entre la crèche et l'école.

Le PRE est organisé avec :

- des équipes pluridisciplinaires,
- un Comité Technique,
- un Comité Consultatif → des retours constants pour le coordonnateur entre les décideurs et le terrain.

Sur **Angoulême**, dispositif semblable dont le nom peut être discuté ainsi que son positionnement : le terme de réussite éducative est porteur surtout avec les élus => nécessité de mettre de la **logique** afin d'être **cohérent et complémentaire** avec les autres dispositifs.

Souvent difficultés autour de la confidentialité avec les autres professionnels et en particulier avec les travailleurs sociaux → question du **secret partagé**, tout tourne autour de la confiance.

À **Brive**, le PRE est porté par la Communauté d'Agglomération avec une compétence Politique de la Ville.

- médiatrice scolaire sur la Ville
- PRE sur l'agglomération
- centres sociaux avec référent familles sur la Ville. multiplicité de dispositifs ce n'est pas forcément simple pour les acteurs et pour les familles.

Les Centres sociaux ne sont pas obligatoirement invités sur les équipes pluridisciplinaires.

- Sur le Pays Melusin des besoins repérés mais pas de dispositifs : rupture culturelle, familles monoparentales en difficulté, problème de santé, d'hygiène,... → poser des diagnostics sur des situations de familles en souffrance.
- Sur les Collèges les échanges sont plus facilités → quelques situations peuvent être traitées mais grâce aux personnes qui veulent bien travailler ensemble...
- Sur Châtellerauld, l'assistant social des Collèges va être dans la boucle et donc descendre vers

l'élémentaire avec une **logique de réseau**.

6. la sécurisation :

- A Ligugé les exercices intrusion et confinement ont été effectués sur le temps scolaire et vont être faits également sur la pause méridienne.

Quand alerte confinement le signal sonore doit être le même pour toute la population => difficulté à tomber d'accord...

- A Brive une enveloppe FIPD a été débloquée afin d'aller vers des alarmes sonores.

Les préconisations actuelles sont impossibles à mettre en place ? Certains parents mettent la pression mais, peuvent aussi ne pas respecter les barrières de protection. La Ville essaie d'inciter le référent périscolaire sur les échanges autour des PPMS.

7. Informations ALSH

- Difficultés avec la **règlementation** qui oblige à un certain nombre d'heures à ne pas dépasser, différence entre les animateurs titulaires et les animateurs vacataires alors qu'ils ont les mêmes responsabilités et qu'on leur demande les mêmes choses, disparition des camps trop chers à organiser... → **les métiers de l'animation sont mis à mal**.
- Réflexion sur la possibilité de transférer ces actions aux associations qui ont peut-être moins de contraintes + échanges sur le positionnement et sur le tiraillement permanent entre l'**intérêt éducatif** et la réglementation.
- **Système de Junior Association** (Rouille, Coué et Curzay) très suivi par la CAF dans le dispositif d'appel à projets Jeunes. Réflexions à mener sur l'**accueil des 11 – 17 ans** dans les différents projets éducatifs.

Rédigé par Nadine Guilleux,
Chargée des Politiques Educatives et des Maisons de Quartier,
Ville de Châtellerauld.

Transmis par Jérôme Cayot,
Coordonnateur du réseau ANDEV centre
Responsable du pôle Educatif Direction Education - Egalité des Chances
de la ville de Poitiers

GROUPE RÉGIONAL NORD-EST

Compte-rendu de la rencontre du 4 novembre 2016 à Sarreguemines

Villes présentes : Sarreguemines, CAC et ville de Châlons-en-Champagne, Saint Memmie, Pays Rethelois

Difficultés pour les collègues de l'extrême Nord-Est, de se déplacer. Information sur la nouvelle présidente, Rozenn Merrien, Directrice de l'Enfance à la Ville de Saint-Denis qui succède à Paul Monnoyer.

1. LE CONGRES DE BREST : 7, 8 et 9 décembre 2016

Un thème qui en dit long « Parents, Ville, école : une alliance éducative. Utopie ou réalité ? » ou pour résumer : quelle est la place des parents dans les politiques éducatives ? Place que les professionnels entendent leur laisser, place que certains parents investis ont bien l'intention d'occuper... quel juste milieu entre le parent intrusif, voire agressif et le parent démissionnaire ?

- Une **alliance éducative** doit nécessairement se construire **avec** les parents (« La clé de la réussite des élèves, ce sont des parents et des enseignants qui se comprennent » Najat Vallaud-Belkacem, Ministre de l'Education, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, septembre 2014), premiers éducateurs dont le rôle est primordial pour la réussite et l'épanouissement de l'enfant.
- **Oui, mais comment ?** La Loi de Refondation de l'Ecole réaffirme le rôle essentiel des parents (auxquels l'Etat reconnaît l'autorité parentale), un **rôle** qui doit être **actif, prédominant dans la réussite de l'enfant**.

Facile à dire mais pas forcément à faire !!!!... En effet, selon leurs obligations ou leur envie, les parents **délèguent une part de leur responsabilité** à des acteurs éducatifs (enseignants, animateurs, professionnels de santé....), des acteurs qui, pour autant, doivent absolument veiller à ne pas se substituer aux parents !.....et que dire des nouveaux droits instaurés ? Droits de l'enfant, droits à la protection des mineurs !.....et puis, **comment « raccrocher » les parents éloignés de l'école ?** ... les associations de parents d'élèves sont-elles suffisamment représentatives ?

- Bref, il n'est pas simple pour **chaque acteur éducatif de trouver sa place !** Pas simple, de travail-

ler ensemble de manière complémentaire, nous avons pourtant tous le même objectif : la réussite de nos chères têtes blondes !!!!

- **Quel est notre rôle à nous, acteurs éducatifs ?** Comment pouvons-nous faciliter l'investissement, la prise de parole des parents ? Comment nous inscrire dans une démarche de démocratie participative ?
- Il nous appartient, à nous professionnels, de **repositionner le pouvoir d'agir des parents** en nous interrogeant sur les pratiques des missions qui nous sont respectivement confiées. Pour cela, il nous faut **reconnaître le parent dans son rôle de parent**, à l'école (entendue comme espace éducatif scolaire et périscolaire) pour qu'il puisse accompagner son enfant et lui donner ainsi plus de facilité, lui permettre d'être plus à l'aise.
- **3 points essentiels** seront ainsi débattus lors de ce congrès :
 - l'évolution du rôle des parents dans la notion d'autorité parentale
 - les objectifs déterminés par la loi sur les droits de l'enfant, les objectifs du socle commun et du projet éducatif de territoire
 - la construction de la relation entre les parents et les professionnels de l'éducation au sens large pour faire vivre le principe de coéducation dans le respect des prérogatives de chacun.

En tant qu'acteurs éducatifs majeurs, nous, professionnels de l'Education des Villes sommes complètement concernés aux côtés des enseignants et des professionnels de la protection de l'enfance.

- **Notre objectif est de construire ensemble cette alliance éducative faite de droits et de devoirs, mais aussi, de dialogue au service de la réussite de tous les enfants et adolescents.**

Le sujet fait écho chez chacun des participants.

- **Comment aller chercher les parents éloignés ?** Dans les Ardennes, on retrouve différentes organisations : constitution de comités de pilotages locaux auxquels on invite les parents pour favoriser une bonne compréhension des enjeux, volonté de fédérer les directeurs d'école.

Le constat : une augmentation des parents « décrocheurs » qui ne s'intéressent pas à la vie de leurs enfants.

- Le renouvellement des PEDT va être l'occasion de

se réapproprier les projets scolaires, de créer de la cohérence entre le projet d'école et notre projet éducatif.

- St Memmie : avec la mise en place d'un projet fédérant jardinage/environnement. Création d'un espace jardinage dans l'école dont l'entretien continue pendant le temps périscolaire dans une logique « de la graine à la récolte », les produits récoltés sont cuisinés dans des ateliers organisés sur le temps périscolaire. Le choix de mettre en place les activités périscolaires sur une demie journée favorise la mise en place de vraies actions pédagogiques. Autres thématiques développées dans le cadre des activités périscolaires : connaissance/découverte de la Ville, apprentissage à la citoyenneté ; volonté d'utiliser les richesses du territoire.

• Alliance éducative : réalité ou utopie ?

- Pays Rethelois : plutôt une utopie. Un partenariat très fort avec les associations de Rethel, la réforme des RRS a été l'occasion de réorganiser ces associations ;

Le temps scolaire est uniquement envisagé sous une vision ministérielle. Les Collectivités territoriales s'inscrivent plutôt dans une logique de coéducation. Aujourd'hui, les collectivités territoriales sont des « actionnaires majoritaires » du temps de l'enfant (temps périscolaire quasi égale au temps scolaire).

Le rapport au temps est également important : les directeurs d'école et leurs équipes ne sont pas disponibles pour participer à des temps d'échanges. Le directeur d'école est aujourd'hui une sorte de « guichet unique » du site scolaire.

Ce sont les équipes d'enseignants et celles des collectivités qui devraient conjointement aller vers les familles ; cette démarche devrait permettre d'élaborer des projets partagés et vécus collectivement et non des projets subis.

- Les facteurs indispensables pour une alliance réussie : la confiance, la complémentarité. Or, aujourd'hui, nous sommes plutôt dans un climat de méfiance/défiance plutôt que dans un climat de confiance. Mais, force est de constater aujourd'hui, qu'après 2 années de fonctionnement des nouveaux rythmes éducatifs, il y a une vraie reconnaissance d'un savoir-faire municipal.

2.SECURITE DANS LES ECOLES

- Le sujet a largement marqué cette rentrée 2016, et nombreuses ont été les collectivités quelque peu démunies à l'annonce des nouvelles consignes de sécurité édictées en plein été (instruction du 29 juillet 2016 + conférence de presse du 24/08)
- Certaines collectivités se sont engagées, des actions ont été renforcées durant l'été pour la sécurisation des écoles :
 - en investissement : visiophones, digicodes, ouverture à distance évalué par école en fonction des systèmes entre 3700 € et 15 000 € + renforcement des enceintes des établissements scolaires et aménagements urbains des abords des écoles.

- en fonctionnement, une mobilisation des ressources humaines des collectivités locales : cohérence des fonctionnements entre temps scolaires et périscolaires/accès des familles aux équipements, contrôles des entrées et des sorties en journée; une démarche partagée dans l'élaboration et la mise en œuvre des PPMS pour engager une action cohérente des différents acteurs éducatifs ; une coordination des moyens mis en œuvre entre la police municipale et la police nationale. Actions de formation des personnels des collectivités à engager (gardiens, agents techniques, animateurs)

- Et le budget ? Bien sûr, ces nouvelles mesures impactent inévitablement les budgets locaux dédiés à l'action éducative : à ce jour, des moyens évoqués par certains représentants des services de l'Etat ont évoqué des financements via le FIPD (Fonds Interministériel de Prévention de la Délinquance) à hauteur de 80 % maximum pour accompagner le financement des investissements ou du fonctionnement. Mais un délai très court (moins d'une semaine) pour compléter et retourner un dossier assez lourd à remplir !!!!

L'école, et plus largement, la communauté éducative toute entière doit aujourd'hui répondre à un nouveau défi partagé, dans un climat particulièrement anxiogène pour petits et grands. La Sécurisation des écoles est au cœur des préoccupations mais, pour autant, les professionnels doivent garantir un climat apaisé dans chaque école, collège ou lycée, rassurer et donner aux enfants et aux jeunes la confiance indispensable dans les valeurs de la République pour qu'ils puissent continuer à se mobiliser, à trouver du sens dans leurs apprentissages et leurs découvertes.

- Pour info, le groupe régional Ile de France/Normandie organise une rencontre sur le thème de la sécurité le 10/11 prochain.
- **Construire une culture commune de la sécurité nécessite :**

- des moyens matériels
- des moyens humains (agir sur les comportements)

- **Des solutions diverses mises en place sur les différents territoires :**

- Communauté d'Agglomération de Châlons ou comment traiter la problématique «sécurité » en milieu rural. La consigne : fermeture des locaux, des enseignants assurent l'accueil à l'entrée sur le temps scolaire et les portes restent fermées pendant toute la durée de ce temps. Pour le temps périscolaire, les effectifs ont été doublés.

Organisation de visites dans les écoles accompagnées d'un représentant de la gendarmerie afin d'établir des diagnostics sécurité par école. Il a été décidé d'installer

des visiophones dans toutes les écoles et des volets sur toutes les fenêtres donnant directement sur la rue.

– Sarreguemines : un dossier de subvention sera déposé en 2017 pour pouvoir bénéficier des fonds du FIPD. Pour pouvoir bénéficier de ce fonds en 2016, délais de réponse très court (1 semaine pour remplir un dossier de subvention relativement complexe). Devis pour l'équipement de 17 bâtiments en visiophonie + gâches électriques = 49 000 € ; mise en place d'une alarme attentat dans 17 bâtiments = 126 260 € (câblage compris) Cette option n'a pas été retenue. Les PPMS ne font pas l'objet d'une demande particulière dans ce domaine. En janvier, une tournée est organisée avec les techniciens de la Ville et le référent écoles du commissariat de police, pour réévaluer les risques et besoins réels sur le terrain avant de finaliser les projets de travaux et le dossier de subvention.

Présence renforcée de la police nationale et municipale sur les moments clés de la vie scolaire : tournées régulières, patrouilles aléatoires. Actuellement, aucun retour sur les PPMS rédigés par les directeurs d'école avec leurs équipes. Depuis novembre, les PPMS ont été globalement tous envoyés au Service par les directeurs suite à un courrier de relance. Cette mesure permet notamment de stocker les documents en un seul lieu

– Rethel : Il est important de démontrer que l'on est acteur et qu'on s'inscrit dans une démarche globale. Il est nécessaire de prendre de la hauteur, de faire un travail de fonds d'abord (des équipements oui, mais pour quoi faire ?). Il convient de s'inscrire dans une démarche participative et d'interroger les directeurs d'école qui doivent pouvoir transmettre leur PPMS. La communication est également importante : réunion d'un comité technique, information des services de l'Inspection Académique, information des directeurs d'école sur les visites réalisées dans chaque école. Il est également important de pouvoir se faire accompagner par un représentant de la police nationale. Il est nécessaire d'avoir une bonne connaissance du terrain, de répondre à l'urgence, de définir une méthode et des priorités. Estimation des investissements envisagés : environ 75 000 €. Le contexte actuel nous oblige à nous réinterroger sur nos pratiques. Travail sur un PPMS périscolaire en y ajoutant un volet Attentat/Intrusion

– Châlons-en-Champagne : pas de mesures prises à la rentrée mais renforcement des consignes de vigilance lors de la réunion de pré-rentrée auprès des personnels en responsabilité sur les temps périscolaires. Volonté de traiter la sécurité de façon globale. Se laisser le temps de faire un état des lieux pour chaque école (25), d'identifier les problématiques et de répondre au cas par cas. Des visites ont été faites en septembre/octobre pour la réalisation de fiche type école. Le contrôle des accès est assuré en école

maternelle par une ATSEM qui vient accueillir les visiteurs en dehors des temps d'entrée ou de sortie d'école. Les écoles élémentaires sont toutes équipées d'une gâche électrique avec ouverture à distance. Au retour des vacances de la Toussaint, le stationnement a été interdit devant l'entrée des écoles (pose de barrière + marquage au sol) ; la présence policière devant les écoles a également été renforcée (lutter aussi contre l'incivisme de certains parents !). La sécurité repose d'abord sur la vigilance de tous et sur l'application de consignes communes Education Nationale/Ville.

Les directeurs d'école et les personnels municipaux ont bénéficié d'une formation commune animée par un personnel de l'Education Nationale. Pour le système d'alarme « attentat/intrusion » : mise à disposition de sifflets

Divers :

- problématique de la gestion des clés : nécessité de revoir les organigrammes de clés
- des pratiques Education Nationale/Ville à harmoniser
- il existe des mallettes « 1^{re} urgence » coût = environ 100 €
- comment faire évoluer le PPMS ? Idéalement = besoin d'identifier un référent sécurité
- constat : il existe un référent proximité mais pour les services de police ou de gendarmerie, les écoles ne sont pas une priorité ; leur objectif est d'éliminer le danger mais pas d'assurer la sécurité des enfants, rôle dévolu aux acteurs éducatifs présents.
- nécessité d'écrire les procédures
 - > Durant le temps scolaire, qui ouvre le portail : les ATSEM ? Agent d'entretien ? Concierge ?
 - > Fouilles des sacs ? si oui par qui ?
 - > Dispositifs d'alerte interne : quelles dispositions pour le volet intrusion/attentat ?

3. LE RÔLE DE L'ATSEM ET SON ÉVOLUTION

Ce thème n'a pu être approfondi. En raison de l'actualité, les participants ont préféré consacrer plus de temps à la Sécurité dans les écoles.

- Quelles sont vos organisations ?

Mise en place des nouveaux programmes de maternelle à la rentrée 2015 : quels impacts avez-vous identifiés sur la mobilisation des ATSEM sur le temps scolaire ?

Pénibilité au travail : le choix d'impliquer les ATSEM sur les temps d'animation périscolaire du soir entraîne une fatigabilité plus grande des ATSEM. L'avez-vous constaté ? Quelles solutions ?

- Comment envisagez-vous l'évolution du rôle de l'ATSEM ?
- Qui évalue les ATSEM ?
- Comment mieux les accompagner dans leurs relations avec les parents ?

Les nouveaux programmes de maternelles renforçant les apprentissages et l'autonomie des enfants vont-ils modifier le rôle de l'ATSEM ? quels sont les impacts sur l'organisation de leur temps de travail ?

La Directrice d'école organise le temps de travail de l'ATSEM ; avez-vous une connaissance précise de leur emploi du temps ? Serait-il possible d'établir un questionnaire adressé aux ATSEM permettant d'avoir une meilleure connaissance de leurs sollicitations ?

Rethel : mise en place d'une Charte de l'ATSEM

Châlons-en-Champagne : rédaction d'un Règlement Intérieur

Sarreguemines : Rencontre de chaque directrice d'école et ensuite de chaque ATSEM
Services périscolaires = DSP ; les ATSEM qui ont accepté, sont mises à disposition

Communauté d'Agglomération Châlons : un n+1 référent périscolaire identifié par site, a été formé aux entretiens professionnels ;

Saint Memmie : les ATSEM sont évaluées par la DRH ; 1 ATSEM pour 2 classes ; organisation d'une réunion des ATSEM en présence de l'élue 1 fois par trimestre

- Prochaine réunion : 2017 (date et lieu à définir)

Par Nicole Obrecht

Membre de la Commission Permanente
de l'ANDEV

Coordonnatrice du réseau Nord-Est
Directrice de l'Éducation de la ville
de Châlons-en-Champagne

GROUPE RÉGIONAL RHONE-ALPES

Compte-rendu de la rencontre du 9 novembre 2016 à Bron

19 Villes présentes

Définition du réseau Régional

« La raison d'être du réseau »

Après l'accueil des participants, nous faisons le point sur le changement d'animation du réseau et profitons pour faire un bilan de l'action régionale. Réalisation d'un tour de table pour permettre à chacun d'exposer ses attentes mais également autour de sa vision de réseau. Cet échange est aussi l'occasion de faire le point sur le degré et la capacité d'investissement de chacun.

Voici la synthèse des thèmes clés qui ressortent autour de la définition qui nous souhaitons sur notre réseau régional. Le réseau se définit essentiellement autour de sa « raison d'être » et de la notion de « corpus professionnel ».

- Pouvoir discuter de problématique commune et s'enrichir.
- « Ensemble on est plus fort »
- Construire demain / agir et interagir = Travail prospectif
- Réunion de réseau autour de l'anticipation et impact positif sur le quotidien
- Échange et recherche de solutions
- Le réseau doit participer au corpus professionnel.
- Permet de prendre de la hauteur par rapport au quotidien = force collective.
- Le cercle est élargie au sens de l'éducation = travailler ensemble.
- Travailler par thème ; par mot Clés...

Le réseau régional se détermine par la volonté de chaque membre d'apporter un soutien mutuel et d'être le lieu ressources et d'échanges des savoirs et pratiques.

- L'organisation du réseau
- Besoin d'avoir un format régulier.
- Question Échange de pratiques et savoirs : nous nous dirigeons vers un échange des pratiques, des savoirs faire, mais également pouvoir être soutien et/ou ressource, et/ou un lieu d'écoute pour les collègues qui peuvent traverser des moments particulièrement complexes.
- Inviter des partenaires techniques (expert / analytique...)

- Proposition de faire un relais au niveau régional pour permettre d'être représenté. Échange de contact au niveau national notamment par voie électronique. Afin de contribuer à l'échelle associative.
- Proposition Outil interne au réseau régional compte GMAIL...
- La question de l'élargissement à d'autres réseaux et/ou professionnel est soulevée afin de s'enrichir d'autres compétences.
- Une fois par trimestre / Besoin de faire le rétro-planning. Les prochaines rencontres seront le :
 - mer. 15 févr. 2017 à Chasse sur Rhône.
 - mer. 17 mai 2017 à Saint Martin d'Hères.
 - mer. 18 oct. 2017 à Villefontaine.N.B. : Les dates et lieu peuvent encore être modifiées (mais attention cela doit être à la marge et ne pas modifier le rythme du calendrier)
- Objectifs de fin de réunion : travailler sur l'ordre du jour de la prochaine réunion.

PPMS :

- La question autour de la gestion doit être autour des notions éducatives (Notamment aborder sur les Travaux comme le PEDT). Il faut décentrer la question anxiogène pour les enfants et les parents. Les collectivités doivent être support entre l'école et les familles.

Nous parcourons 2 PowerPoint autour de la définition d'un PPMS et d'un PPMS anti intrusion. Il est validé l'Envoi d'éléments technique par mail au réseau

L'Education nationale doit avoir un référent sureté qui doit être un Soutien technique pour la collectivité. Lyon à mis en place un diagnostic sécurité et sureté pour chaque école. (Proposition d'échanger les documents)

La question doit s'élargir au périscolaire

Le PPMS c'est aussi le besoin fondamental de la Cohérence et de la Coordination. L'importance d'avoir de solutions actées... La relation avec l'IEN est donc primordiale pour définir une priorité.

- Question école privé ? Pas d'avis, les écoles vont s'équiper elles-mêmes.

- Nous abordons Le Rôle des agents : Chacun a fait différemment mais cela relève également de l'accompagnement managérial :
- la ville de Lyon, notamment, à réaliser une note de cadrage (note de cadrage autour de la sécurité)
- La ville Voiron a fait une Recherche de solution du BIP...

Il n'y a pas de solutions toutes faites. Chaque territoire, chaque école, chaque service sont différents. Il est important pour chaque direction de mener un diagnostic partagé et d'avoir une bonne connaissance de ses facultés.

- Pour rappel, l'Etat va investir dans la sécurisation des écoles 50 millions d'euros via le FIPDR (Fond Interministériel de la Prévention de la Délinquance) cf. Documents joints –

Ordre du Jour de la prochaine rencontre et prospective des actions à réaliser :

- Continuité de la prise en charge de l'enfant sur les temps périscolaire et scolaire.
- Formation Continue des agents d'animation / Recrutement et pénurie...
- Evaluation PEDT / TAP / élection
- A voir plus tard.... Travail sur la cartographie des compétences régionales...

Annexes

1 Power Point PPMS : reunion_dir_presentation_ppms_reunion_dir_18042016-bis

2 Power Point PPMS : PPMS_cas_spécifique_intrusion

3 Documents ville de Lyon

4 Note de cadrage FIPDR

5 Fiche de présence

Les pièces sont téléchargeables sur WE TRANSFERT et seront stockées sur le DRIVE par la suite :

<https://we.tl/mc3L3Dgyyl>

Arnaud Chiomento

Membre du bureau National de l'ANDEV,
Alors responsable du Pôle enfance
de la ville de Feyzin,
Depuis DGA de la ville de Bezons

GROUPE RÉGIONAL ILE DE FRANCE NORMANDIE. Compte-rendu de la rencontre du 10 NOVEMBRE 2016 à la Fédération des centres sociaux

Villes présentes :

Excusées :

Sur la sécurisation des établissements d'accueil des mineurs, plusieurs textes ont été publiés (instruction du 29 juillet dernier, circulaire du 16 août 2016)

La conférence de presse du 24 août 2016 a permis la présentation conjointe par le Ministre de l'Intérieur et la Ministre de l'Éducation nationale des consignes de sécurité applicables dans les établissements relevant du ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

- Consignes pour les écoles, collèges et lycées
- Consignes pour les établissements d'enseignement supérieur et organismes de recherche
- Des guides pour accompagner la communauté éducative

Ces différents textes n'ont pas manqué d'engendrer de nombreux questionnements pour les collectivités.

1. Les objectifs du groupe régional

Il s'agit d'aborder les conséquences de la mise en place des nouvelles directives en matière de sécurité aux abords des équipements scolaires et périscolaires pour les services Éducation et les problématiques rencontrées par les membres de la communauté éducative. En effet, les récents attentats ont fait naître au sein de la population un sentiment d'insécurité, chacun percevant qu'il pourrait être touché n'importe où, à n'importe quel moment.

La prise de recul est nécessaire afin de réfléchir à la façon dont chacun peut intervenir pour que les enfants se sentent en sécurité, mais aussi pour que les parents les confient sereinement aux structures éducatives.

L'objectif de cette rencontre est donc d'échanger entre acteurs de terrain, partager et mutualiser les expériences des villes.

L'ANDEV porte la voix des directeurs de l'éducation au sein de diverses instances (Ministères, associations d'élus etc.) et de la presse (gazette

des communes, acteurs de la vie scolaire ...). Ce temps d'échanges permettra également d'enrichir les positionnements de l'association.

2. Enquête ANDEV initiée par M^{me} Felix-Faucher, directrice de l'Éducation à Toulon

(L'enquête est disponible sur le site de l'ANDEV pour les adhérents).

Les conclusions :

- En maternelle, les parents sont en règle générale encore autorisés à entrer dans les classes.
- La présence est variée au portail et variable en fonction des temps scolaires et périscolaires : directeur, enseignant, gardien, ATSEM
- Absence de fouilles des sacs à l'entrée des écoles.
- Différents types de dispositifs d'alerte intrusion / attentat : sifflet, corne de brume, sirène différenciée, visiophone, signaux lumineux sur les portes (comme dans les hôpitaux), groupe whatsapp...

3. Les réflexions au sein de l'ANDEV

Comme beaucoup, parents et enseignants, les villes et les directeurs de l'éducation ont eu connaissance des mesures particulières nouvelles concernant la sécurisation des écoles quelques jours avant la rentrée scolaire. Si l'ANDEV ne remet pas en cause le fond des processus et préconisations proposés par le MEN¹³, il reste que dans la forme, comme déjà auparavant, les collectivités sont sollicitées pour une mise en œuvre urgente, sans concertation préalable, et sans moyen complémentaire afférent.

Suite aux mesures annoncées le 24 août 2016, des collectivités se sont engagées, des actions ont été renforcées durant l'été pour la sécurisation des écoles :

- **En investissement** (Travaux de sécurisation souhaité par la Ministère en lien avec les collectivités locales compétentes) : visiophone, digicode, ouverture à distance, évalué par école

¹³ Ministère de l'Éducation Nationale

en fonction des systèmes de 3 700 € à 15 000 € + renforcement des enceintes des établissements scolaires, aménagements urbains des abords des écoles.

- **En fonctionnement**, une mobilisation des ressources humaines des collectivités locales, qui suppose:
- Cohérence dans les fonctionnements entre temps scolaires et périscolaires (Accès des familles aux équipements : Contrôle des entrées et des sorties en journée)
- Une démarche partagée dans l'élaboration et la mise en oeuvre des PPMS pour engager une action cohérente des différents acteurs éducatifs.
- Une coordination des moyens mis en oeuvre entre la police nationale et la police municipale.
- Action de formation des personnels des collectivités à engager (Gardien, agents techniques, animateurs).

Des coûts associés, mesure des impacts sur les budgets locaux dédiés à l'action éducative : des financements via le FIPD (Fonds Interministériel de Prévention de la Délinquance) sont proposés à hauteur de 80 % maximum pour accompagner le financement des investissements ou du fonctionnement.

Valorisation de la réactivité du Ministère de l'éducation nationale et du Ministère de l'intérieur: mise à disposition de guide pour accompagner les professionnels et les parents (guides en pièce jointe), des cellules de crises ont également été mises en place dans chaque académie : (131 interlocuteurs départementaux, 3 centres de formation par ministère et former 500 cadres à la gestion de crise).

Pour conclure, au-delà de la poursuite des réformes engagées, l'école dans son ensemble, la communauté éducative toute entière ont aujourd'hui à répondre à un nouveau **défi partagé**, dans un climat particulièrement anxiogène pour petits et grands. Ainsi, la sécurisation des établissements scolaires est au coeur des préoccupations mais ne doit pas faire perdre de vue un objectif essentiel, vital : **garantir un climat apaisé dans chaque école, collège ou lycée, rassurer et donner aux enfants et aux jeunes la confiance indispensable dans les valeurs de la République pour qu'ils puissent continuer à se mobiliser, à trouver du sens dans leurs apprentissages et leurs découvertes**. C'est l'ambition éducative et citoyenne à laquelle nous ne pouvons et ne devons pas renoncer, qui doit tous nous mobiliser.

Dans le cadre du congrès de l'ANDEV les 7, 8, 9 décembre à Brest, un atelier participatif sera proposé aux congressistes : **Vivre ensemble, comment continuer malgré les actes terroristes, l'exigence sécuritaire ? Quels impacts sur la relation aux familles ? Sur les enfants ?** Nous ne manquons pas de communiquer sur la synthèse des réflexions et propositions produites¹⁴.

4. Débats sur le sujet dans différentes instances

Ce sujet a été débattu au sein des associations d'élus, notamment à France Urbaine et à l'AMF.

L'AMF et l'ANDEV ont échangé en septembre dernier sur ce sujet pour confronter et mutualiser leurs réflexions. L'AMF a adressé, le 26 août, un courrier aux ministres de l'Intérieur et de l'Education nationale pour rappeler que si les maires et présidents d'intercommunalité sont particulièrement soucieux de sécuriser au mieux les écoles et leurs abords, ils ont besoin d'informations plus précises sur les points de vigilance en matière de sécurisation des locaux, ce que n'apportent pas les différents textes publiés. L'AMF souligne également un manque de coordination entre les différents ministères.

En outre, l'AMF a fait part de la forte préoccupation d'ores-et-déjà témoignée par des élus sur le coût des travaux demandés dans le cadre des PPMS, dans le contexte de baisse des dotations. Elle prend note de l'abondement de 50 millions d'euros du FIPD (passant de 70 à 120 millions d'euros) mais elle considère que cet effort financier devra être prolongé dans les mois et années à venir à la hauteur nécessaire.

Elle interroge également la place de la DDSC, l'absence de directives sur les temps périscolaires, ce qui amène les maires à des positions très différentes. L'AMF a demandé que les temps périscolaires organisés par les personnels territoriaux soient pleinement pris en compte dans les mesures déployées, en particulier pour l'élaboration des PPMS, l'organisation des exercices d'intrusion-attentats et la formation des encadrants, afin de mieux sécuriser la liaison scolaire – périscolaire.

L'AMF a obtenu la création d'un prochain groupe de travail du ministère de l'Education nationale (6 décembre prochain), avec l'appui du ministère de l'Intérieur, auquel elle participe activement. L'objectif de ce groupe de travail est de résoudre les difficultés qui peuvent être rencontrées sur le terrain et de rédiger un vadémécum à destination des élus locaux afin de les aider dans la priorisation

14. Les actes du congrès seront diffusés au congrès 2017 au Havre et concernant précisément cet atelier déjà un compte-rendu au début de cette revue.

des travaux à réaliser. Les clés de répartition du FIPD et les résultats de l'enquête qu'elle a conduite en lien avec les PPMS seront également évoquées dans le cadre de ce groupe de travail.

La délégation régionale du CNFPT des Pays de la Loire a organisé en partenariat avec l'ANDEV le vendredi 7 octobre à Angers une journée d'actualité sur le thème « **Les risques majeurs et la sécurité des établissements scolaires et structures d'accueil enfance - jeunesse** » (intervenant : Jean Michel MACAULT) : 230 participants.

5. Témoignages des Villes présentes / Problématiques soulevées / Échanges

Beaucoup de communes se sont largement engagées dans des **investissements** cet été : installations de digicodes, visiophones, films occultants sur les vitres, blocs de béton pour éviter les stationnements, rehaussement des barrières de sécurité ou encore dans des diagnostics de la situation de leurs écoles.

D'autres ont choisi de ne pas faire d'investissement ; en revanche, ils avaient des gardiens dans chaque école. Lorsque les gardiens ne sont pas présents toute la journée, certaines villes ont déployés des applications qui conditionnent l'accès des établissements scolaires à certaines heures de la journée, à une catégorie de personnels.

Les collectivités notent des dotations de l'Etat en baisse, et des dépenses qui impactent largement les budgets de l'éducation, même avec la participation du FIPD.

Certains préfets (Val d'oise) ont formellement interdit l'**accès des parents aux classes** seulement l'attroupement devant les écoles peut s'avérer parfois plus dangereux. Certain énonce le danger de la "déshumanisation" de l'accueil des enfants, le besoin de contact avec les familles, d'autant plus dans les petites classes.

A l'inverse, les directives de certains préfets ont permis d'avoir un positionnement plus clair avec l'Education nationale : proposition de protocole à Fresnes (1 par école) à la DASEN pour le partage des responsabilités sur les questions du PPMS (temps scolaire et périscolaire). La question de la transition et de la **cohérence entre temps scolaire et périscolaire** reste cruciale.

Cela interroge la place des agents municipaux, l'ATSEM, le gardien, et pose la question de la formation partagée des acteurs qui se sentent souvent désarmés par rapport au positionnement à adopter face à ces questions de sécurité. Lorsque les ATSEMs contrôlent les entrées et les sorties, elles expriment en général une anxiété, c'est le

niveau de responsabilités des cadres d'emplois qu'on interroge ici.

Certaines collectivités notent des perceptions et des attentes différentes entre les acteurs : d'un côté la pression des parents qui veulent bunkeriser l'école, certains ont même des demandes "abracadabrantes" (installation de toboggans gonflables comme dans les aéroports), de l'autre les pouvoirs publics dont la priorité n'est pas de protéger totalement l'école partant du principe que ce n'est pas possible, mais plutôt de ralentir la progression de l'attaque terroriste.

Particularité à Versailles : le référent sécurité (formation sapeur-pompier) est rattaché au service : mise en place de "consultation sûreté" toutes les 2 semaines dans des écoles différentes pour rassurer et accompagner les directeurs d'école et responsables périscolaires. Réunion programmée en présence de l'IEN, directeur éducation, commissaire, responsable service technique, directeur d'école, responsable périscolaire permettant de faire une analyse globale de l'école, proposer des outils et aménagements adaptés, inculquer les bons réflexes, identifier les lieux où il est possible de fuir ou de se confiner.

Il est rappelé que dans l'ordre des priorités et des aménagements, la **gestion de l'alerte incendie prime sur l'alerte attentat**.

Problème soulevé du contrôle des livraisons dans les écoles : chaque personne devant rentrer dans l'école doit être annoncée (par téléphone, par mail, badge, ou accompagnée par un agent technique).

Modalités d'installation de l'alarme attentat : ni chez le gardien, ni chez le directeur, généralement situés au Rdc, et premiers touchés en cas d'attaque.

Préconisation : installation dans chaque classe, mais très onéreux.

Ces différents témoignages montrent la volonté et le pouvoir d'adaptation des services communaux face à une problématique qui concerne chaque citoyen.

Pour conclure, le traitement de cette angoisse sécuritaire s'oriente actuellement vers le déploiement de dispositifs vidéos, d'équipements divers et variés des bâtiments mais cette surenchère assure-t-elle vraiment la sécurisation d'un espace éducatif ? Peut-on trouver des alternatives ou des actions complémentaires à cette demande de l'Etat ? La mise en place des PPMS communs peut-elle être une réponse ? En tout état de cause, il faut engager le débat et travailler sur des gestes et postures

6. Perspectives

L'accueil d'un groupe régional dans une collectivité permet de mettre en valeur le territoire local, une fois la problématique identifiée. Le groupe régional IDF/Normandie recherche des lieux d'accueil !!!

D'un commun accord, il est convenu une prochaine rencontre du groupe régional IDF/Normandie en mars 2017, après les vacances d'hiver.

Thématiques proposées par les participants pour les prochains groupes régionaux:

- Formation des agents sur la sécurisation des écoles
- Outils et démarche pour effectuer un travail sur le coût financier enfant pour la collectivité
- Partage des locaux et impacts
- Renouvellement des PEDT/Evaluation/Concertation
- Impayés de cantine

Pour mémoire, le prochain groupe thématique **Pause méridienne/Restauration** aura lieu au SIRESCO le 26 janvier prochain de 9h30 à 12h30 au 68 Rue Gallieni, 93000 Bobigny.

Par Catherine Le Poizat

Membre du Conseil d'administration
de l'ANDEV

Coordonnatrice du réseau Ile-de-France
Normandie

GROUPE RÉGIONAL SUD MÉDITERRANÉE

Compte-rendu de la rencontre du 26 novembre 2016 à Istres

Villes présentes : Istres, Aix en Provence, Salon de Provence, Toulon, Avignon, Martigues, Mari-gnane, Fos sur mer, Tignes, Aubagne, Isle sur Sorgue, Gignac la Nerthe, La Ciotat, Nîmes, Roque-brune sur Argens. 35 participants des différentes villes.

Excusées : Hyères, Brignoles, Miramas

Pour notre 20^e réunion régional c'est la ville de Istres de plus de 45 000 habitants qui nous accueille avec plus de 35 participants, dans les locaux de la maison pour tous ;

Madame la 1^{re} Adjointe au Maire d'Istres explique le lien avec l'éducation et la journée de lutte contre la violence faite aux femmes. La ville d'Istres porte une démarche de façon très transversale au niveau de toutes les délégations. Avec une démarche transversale dans tous les temps de la vie et avec une volonté de vivre-ensemble. Cet espace d'Istres a été un lieu d'expérimentation très important qui a bénéficié avec le collège d'un mixage fort entre différentes acteurs et institutions et qui ont collaboré au travers d'un projet commun partagé, élaboré dès le départ à partir d'un projet commun. Ce CEC est un peu en perte de vitesse, mais volonté de le faire revivre d'une autre manière. La ville d'Istres a démarré l'éducation numérique dès les années 80 avec le premier plan numérique pour tous. Depuis 2013, a équipé 117 classes d'élémentaires d'un ordinateur portable couplé avec un vidéo projecteur interactif et d'une connexion internet, soit la totalité et en 2015, les 63 classes de maternelles ont été équipées cette fois d'une option tactile. De même la scolarisation des enfants en situation de handicap est fortement prise en considération en complément de la MDPH par un agent insertion handicap sur tous les temps.

Ordre du Jour

- PEDT et Rythmes scolaires : 3 ans après la réforme ; quel avenir dans le contexte électoral ?
- La sécurité des établissements scolaires : Quelle mise en œuvre ? Quelles problématiques posées à la collectivité ?
- Laïcité et neutralité : Certaines pratiques professionnelles à revisiter ? Quelles réponses aux familles ?

- Les mesures d'économie dans les collectivités : Quel bilan et quel impact sur nos secteurs respectifs ?
- La restauration scolaire : Quelle évolution dans les collectivités territoriales (bio, filière ;

- PEDT – Les éléments d'évaluation des PEDT, les rythmes scolaires, les bilans.

Après une présentation et comparaison des évaluations l'une réalisée par AMF « Enquête 2016 sur la réforme des rythmes scolaires » l'autre réalisée par IGEN/EN en juin 2015 « l'efficacité pédagogique de la réforme des rythmes scolaires », nous avons interrogé les villes sur ce qu'il en était après 3 ans de mise en application de la réforme.

Ville d'Avignon : un objectif est fixé de diminuer les coûts 230 € par enfant tout en maintenant la qualité et la gratuité pour les familles pour 1,8 millions de dépenses évaluées ; le taux de fréquentation à hauteur de 50% des élèves scolarisés est considéré comme insuffisant par le Maire. L'organisation de demi-journées tournantes dans les écoles favorise beaucoup de sorties les équipements culturels, sportifs et les bases de loisirs et avec un recrutement de 9 directeurs et 50 animateurs. Cependant le système est moins adapté aux enfants des écoles maternelles.

Par ailleurs Il y a nécessité d'identifier, comment les nouveaux emplois qui ont pu émerger avec la réforme dans les collectivités, deviennent pérennes, au-delà de la réforme des rythmes scolaires. En effet, l'enjeu est de maintenir le progrès obtenu au travers de la professionnalisation des métiers.

Exemple de 25 postes créés sur la **ville de Fos sur Mer** et de l'importance de la professionnalisation.

Pour la ville de la Ciotat c'est un service RH qui gère pleinement un plan de professionnalisation dans lequel est exploité par ailleurs des compétences internes dans le plan de formation (gestion de projets). Mais également les difficultés liées aussi à la consolidation des heures de travail pour atteindre des volumes horaires de travail suffisant.

Des variabilités sur la question du paiement des NAP :

La ville de Tignes propose la gratuité, mais le passage au paiement est possible à la rentrée 2017 ;

La ville d'Avignon confirme le principe de gratuité maintenu par les élus ;

La ville d'Aubagne pratique le paiement depuis le début sur la base de 45€ à 90€ par an qui est découpé en trimestre avec une organisation le vendredi après-midi pour 3 heures. Il n'y a pas eu de recrutement spécifique, mais surtout une mutualisation de tous les personnels (maison de quartier, ASLH, etc. et des Conventions d'objectifs avec les associations (une vingtaine) qui interviennent en périscolaire (critère obligatoire de la convention). Une présence de 50% en moyenne des effectifs scolaires même avec le paiement.

La ville de Salon de Provence demande une participation à 1€ pour la Ville, mais la tarification relève de la gestion associative ; en effet, c'est une association qui gère le périscolaire matin et soir (comme l'extrascolaire) ; Mais il y a désormais une remunicipalisation de tous les temps périscolaires à la rentrée scolaire 2017 (60 agents devront être intégrés).

La ville de Toulon fonctionne avec 2x1h30 en élem et 4x45 mn en mat et pratique la gratuité, avec 85% des enfants qui restent pour une récupération des enfants à 16h30. La ville réfléchit à basculer son organisation sur le vendredi après-midi. La gestion de tous les animateurs se fait en régie avec apport des ETAPS, des ATSEM. L'absentéisme quotidien des animateurs met à mal la réalisation de projets pourtant bien élaborés.

La ville de Marignane a une orientation de réduire les coûts et remettre les ATSEM avec des tâches de ménage.

La ville de Gignac la Nerthe il a été fait le constat que les ATSEM ont un emploi du temps saturé ; de ce fait, il a été comptabilisé 18% de leur temps de travail pour prendre en considération la préparation des ateliers et la formation. ; un autre constat est la méconnaissance du travail des uns et des autres (ATSEM et animateurs) qui est justement mieux appréhendé par le temps de préparation en commun. Les 18% de ce temps ont été dégagés, en recrutant des animateurs pour les remplacer durant leur temps de présence en temps périscolaire (surtout le soir). 80% de fréquentation sur une ville d'été avec des habitants travaillant à Marseille.

Pour ce temps de rencontre avec animateur et ATSEM, la ville de la Ciotat a réussi à obtenir aussi

de libérer les ATSEM en temps scolaire pour organiser ces temps de préparation.

La ville de Istres propose la gratuité qui sera poursuivi sur le plan politique ; un énorme travail de mutualisation entre services (y compris chef d'équipe en temps méridien) ; une évaluation des actions municipales est réalisée avec aussi la direction des sports (220 enfants transportés dans les équipements sportifs) et la maison de la musique et de la danse (100 enfants). Il y a un service handicap à Istres centré sur les conditions d'accueil des enfants et qui travaillent beaucoup pour aider à l'arrivée des enfants sur les NAP ; la démarche d'Istres a abouti à pallier les manquements constatés au niveau du Département. Cela suppose d'avoir un travail collectif pour ces enfants avec un départ de l'école.

La ville de Martigues fonctionne 2x1h30 en fin de journée avec deux zones géographiques distinctes ; la ville n'envisage pas de faire payer les NAP pour le moment ; après 3 ans d'une organisation qui avait été annoncée comme ne bougeant pas durant ce laps de temps, et à l'issue duquel il y aura une évaluation. la ville propose de reculer cette évaluation d'un an avec les échéances électorales,

La ville de Marignane fera une évaluation du PEDT via un questionnaire qui va être adressé aux familles et aux enseignants dès janvier et qui sera rempli en ligne.

Dans le cadre du salon de l'éducation au printemps 2017, la ville de la Ciotat, souhaite intégrer une thématique liée au bilan/évaluation des PEDT.

Problématique soulevée : le positionnement de la filière ATSEM dans le médico-social, avec présence de mission liée à l'entretien des locaux, avec une faible reconnaissance de ce métier en tant qu'animateur. Mais le CNFT considère depuis peu que les ATSEM font partie du secteur éducation et animation et non plus du médico-social dans le cadre des formations. Les formations communes des acteurs éducatifs seraient une ouverture à la reconnaissance des métiers divers agissant auprès des enfants.

PEDT et contenu éducatif

Il est rappelé que la loi de refondation de l'école intégrait une refondation des contenus éducatifs et des pratiques pédagogiques. Mais toutes les communes ont été réellement absorbées par les problèmes d'organisation qui sont particulièrement lourds. En effet, les problèmes d'organisation récurrents, plombent une mise en place réelle des contenus à forte plus-value et tout particulièrement le fort taux d'absentéisme qui nous obligent à sécuriser l'encadrement des enfants.

Mais il y a aussi un manque de travail en commun avec l'EN ; plusieurs tentatives ont été faites mais souvent sans succès de la part de l'EN qui est en refus de libérer du temps pour des échanges liés aux temps périscolaires et aux contenus éducatifs. Il y a aussi la même chose avec les ATSEM (par rapport à leur métier en classe) ou par rapport aux animateurs Alsh vis-à-vis du périscolaire.

Il y a aussi une incapacité à garantir que les enfants, les principaux bénéficiaires des NAP sont bien ceux qui en avaient le plus besoin, ce qui n'est pas souvent le cas.

Cependant, le PEDT reste un progrès, même s'il demeure décevant sur plusieurs points.

De l'importance d'un travail en profondeur pour aider à une meilleure reconnaissance des métiers entre eux est de l'intégrer aussi au niveau des formations du CNFPT.

Francis Oudot (DGAS de la ville d'Aix en Provence et Président d'honneur de l'ANDEV) expose que le PEDT, repose sur des mécanismes nouveaux, mais il y a des approches qui perdurent notamment au regard d'une approche qui s'est toujours centrée sur le rythme des adultes avant celui des enfants. Il faut rappeler que l'étape suivante est théoriquement la réorganisation de l'année scolaire (et non uniquement celle de la semaine). Le constat désormais est que l'organisation du temps périscolaire n'est pas uniforme puisqu'elle présente désormais un visage d'une incroyable diversité, ce qui rompt un modèle d'organisation unique en France. Un autre constat est celui d'une action de professionnalisation qui débute, mais avec des écueils majeurs qui freinent cette orientation du fait des coupures des temps de travail liées à l'accueil périscolaire. Il y a également des débats qui restent parfois différents selon que l'on parle de ce sujet en temps d'éducation (scolaire-périscolaire) ou en temps d'animation (ALSH/CSGS). Il s'ajoute à la réflexion, le sujet qui concerne spécifiquement le métier des ATSEM (exemple d'un dispositif spécifique à Cholet pour les ATSEM et qui se diffuse dans les écoles), leur pénibilité sur une journée et la nouvelle diversité de leur intervention (dans la classe, en périscolaire, le midi et le matin et le soir). Derrière cela, il est nécessaire aussi de se reposer la question de ce qu'est une école avec désormais plus de présence d'agents communaux que d'enseignants et le remplacement du lien entre parents et enseignants par des relations entre parents et agents communaux. Enfin, concernant l'évaluation, il existe des instances partagées, mais cela n'aboutit à rien concrètement pour les collectivités quant à la question de savoir si ces différents dispositifs participent positivement ou pas à la réussite scolaire des enfants. Dans les faits, aucun de ces dispositifs n'agit en ce sens, sauf pour certains dispositifs spécifiques (coup de pouce) et quand de profonds liens avec les enseignants ont été instaurés. Par ailleurs, il y a peu d'enfants, car il n'y a que 50% d'enfants dans ces dispositifs en moyenne (que ce soit payant ou pas) et ceux qui en bénéficient ne sont toujours ceux qui en ont le plus besoin.

L'objectif est de respecter des grands principes de l'éducation, mais de s'attacher à prendre en compte impérativement les diversités et réalités locales poreuses d'expérimentations précieuses et multiples.

La question des parents reste posée avec les difficultés à répondre à leurs besoins, les difficultés à les intégrer dans un service éducatif à élaborer et à le faire vivre avec eux. Le congrès ANDEV de Brest en décembre 2016, abordera précisément la question des parents.

• La sécurisation des écoles.

Il est partagé un questionnaire avec des réponses venant d'une vingtaine de Villes. Pour le compléter les villes s'expriment sur leurs modalités d'organisation.

Ville d'Aix : mise en place d'alarme sonore spécifique en utilisant celles existantes anti-intrusion violente (110db) qui devient, pendant la présence d'enfants, l'alarme vigipirate et qui est déclenchée par un bouton manuelle qui dépend d'une action volontaire et cette alarme envoie un sms à la PM laquelle procède à une levée de doute pour un coût de 120 000 € pour 475 classes. Mise en place du remplacement des boutons de portes des classes avec molettes que l'on peut fermer de l'intérieur.

Ville d'Avignon (58 écoles) : présence devant toutes les écoles d'un agent supplémentaire avec gardiens de parc, policiers municipaux, agents périscolaires. La protection a été faite par « barrières » devant les écoles et pose de caméras devant certains quartiers. Présence au portail d'1 enseignant et 1 agent communal ; Présence d'1 animateur ou d'un factotum présent à chaque sortie périscolaire.

Ville de Fos/mer : mise en place des PPMS intrusion par les directeurs des écoles comme prérequis pour la Ville pour aller plus loin, visiophone, remplacement des poignées de porte, présence d'un agent devant la porte. Témoignage relatif à la présentation d'un travail pour apprendre à parler aux enfants des risques de sécurité dans un contexte où l'on apprend quand même beaucoup à dire aux enfants dans nos écoles qu'ils ont plein de situations où ils peuvent mourir à l'école (risque incendie, risque attentat, risques routiers, etc.).

Ville de Toulon (85 écoles) : Obtention de crédits de vacation pour sensibiliser tous les vacataires aux notions de besoins de sécurité des écoles et au jargon PPMS afin que les consignes de sécurité passées par les directeurs d'école soient mieux comprises. La question des transitions a été posée pour mieux gérer les conditions de sorties des élèves et mieux garantir les remises d'enfant aux agents périscolaires. Pour la partie travaux, multiplication de demandes émanant des écoles avec

de fortes discussions avec les services techniques chargés des bâtiments communaux.

Ville de la Ciotat : en conseil d'école il ressort bien la peur des parents ; à noter qu'à Brest cette thématique va se développer « vivre ensemble, comment continuer malgré les actes terroristes : l'exigence sécuritaire ». Le sujet commence seulement à émerger et est évoqué le besoin de formation des animateurs pour les aider à gérer cela. Il y a encore beaucoup de présence essentiellement, d'agents communaux à la sortie au portail.

Mais globalement, on est bien dans une démarche de sécurisation des écoles qui est en totale opposition avec les objectifs d'ouvrir l'école aux parents.

Ville de Salon : Remise de badges professionnels à tous les agents communaux, déploiement de caméras ; la problématique d'alerte intrusion remonte plus des enseignants que des parents ; Il y a un chargé de mission PPMS désigné à la PM de Salon qui est en lien direct avec les directeurs d'école ; et ce chargé de mission a une double casquette et traité aussi des risques majeurs.

Il est demandé aux villes de compléter le questionnaire de cette enquête et retourner le document.

• La laïcité et la neutralité

C'est un sujet majeur qui fait remonter de tout côté des situations et des exemples similaires de rupture de l'école vis-à-vis des parents.

Un nécessaire rappel du principe de laïcité et des enjeux spécifiques liés à la France est présenté et qui repose sur des bases essentielles qu'il faut rappeler, mais qui sont propres à la France. Par le passé, il y a bien eu des actions posant une obligation de mettre en place les fondements laïcs à partir des hussards noirs de la république qui en étaient les porteurs. Cette armée doit être portée par les agents communaux désormais aussi voire même surtout.

Il y a un besoin de positionnement important de la part de la Ville sur ce sujet. En effet, la radicalisation religieuse d'accentue dans l'école, un constat depuis les attentats avec une parole qui se libère. Et les situations de conflits avec les parents et les enseignants s'aggravent, une vraie réalité dans certains quartiers.

La laïcité est l'ADN de l'école, et les compromis questionnent les moyens spécifiques donnés aux enseignants. En effet dans les réunions sécurité sur ce sujet, la présence des principaux et proviseurs est requis, mais celle des directeurs d'écoles en prise directe avec les parents, sachant que les enfants fréquentent 8 ans l'école primaire n'est pas demandé ; le constat des familles, la religion radicale s'oppose aux fondamentaux : mixité fille/garçon, représentation, l'alimentation, les sciences et l'histoire etc. Les tensions se multiplient et les insti-

tutions sont désarmées dans les actions éducatives pour reprendre la main. La parole de l'enseignant est souvent discréditée et cumulée aussi par des menaces irrationnelles.

Les références aux débats parlementaires du 19^e siècle reposaient sur ce principe universel, base de notre système institutionnel : Ecole et fonctionnaires.

• Restauration scolaire et Bio.

Pour parler de ce domaine de la restauration scolaire et du bio, il est important d'avoir des données-clés : part des denrées (échantillon de 25 villes montrant une fourchette entre 1,20 € et 2,20 € en mini et maxi) avec intégration à prendre en compte au niveau de 25% à 30% de marge arrière sur les achats en denrées lorsque ceux-ci sont effectués via des grands groupes et des centrales d'achat. Rappel aussi d'un coût moyen plus élevé que les denrées en production conventionnelle de l'ordre de +20% à +30% pour les denrées Bio.

Il est présenté « 1 plus Bio » avec le club des territoires : Ils interviennent aussi sur la formation avec un accompagnement des cuisiniers, des agents périscolaires, etc. et qui préparent au mieux l'arrivée de produits Bio dans les écoles.

Une expérience spécifique à Istres, la maison régionale de santé communale qui a pour mission : l'accès aux soins et la prévention (addiction, diabète, obésité, sport et santé) ; projet « manger et bouger » ; campagne de sensibilisation sur la consommation du cannabis et actions en partenariat Education, sport. Un volet nutrition avec un diététicien pour une sensibilisation des parents : plan d'action qui débute doucement pour arriver à contacter les parents. Des actions de prévention prioritaire, mais aussi soins à la maison médicale de garde et des jours fériés, liés à un diagnostic santé avec infirmier en santé mentale. C'est donc un lieu repère pour tous les professionnels. Le concept relève des ateliers santé-Ville avec un Contrat Local de santé, qui fait suite à un appel à projet de la Région initialement. Une réponse aussi à des appels à projet de l'ARS ou CD. 2 médecins scolaires pour 10 000 élèves, Il y a encore des Villes (Nantes qui ont des services municipaux de santé scolaire).

La ville de Istres et le responsable du service restauration collective : 3700 repas /jour ; validation des menus par un organisme nutri-service (conseil en nutrition gratuit) ; Liaison froide pour 15 sites par self (+ 1 liaison chaude sur 1 site) ; 4 cuisiniers de métiers et travail de formation par apprentissage sur le tas ! Peu de Bio encore pour le moment, mais début en cours (pour les fruits et légumes). Image positive auprès des parents de la restauration scolaire de la Ville : les enfants sont les premiers attentifs et un retour positif de la qualité des denrées est exprimé.

La ville d'Avignon : Retour de la gestion directe d'Avignon avec 500 000 € d'économies après bilan financier au bout de 2 ans ; problème de prix pour le Bio et problème de la disponibilité ; Appel à une plate-forme avec des producteurs en liens directs. Groupement de commandes avec la Ville d'Arles pour avoir de la viande Bio, céréales Bio et travail avec Salon de Provence pour la 4^e gamme en légumerie (avec la difficulté de la saisonnalité qui correspond à du fonctionnement en période de vacances scolaires en priorité). Travail important d'allotissement pour tout type de produits (lot pour les poires, pour les prunes, etc., soit énormément de procédures, l'objectif étant de multiplier les MAPA). Plateforme départementale avec adhésion de la collectivité « Agrilocal » qui fait les marchés pour le compte de la Ville. Le constat du retour en régie : amélioration nette de la qualité car meilleur produits et maîtrise de ce qu'on a dans l'assiette, mais plus de responsabilité au niveau de l'hygiène (la gestion des remplacements pour les personnels qui est aussi une difficulté). Les retours des familles sont plutôt positifs.

La ville de Marignane est passée « d'Elior-Avenance » à un petit groupe dénommé « Garig » régional. Un retour qualitatif positif de la part des parents avec un pain bio tous les jours et un repas bio par mois. Une difficulté cependant, la gestion administrative plus difficile et un contrôle accru sur la traçabilité, la composition des menus, les modes opératoires.

La ville de Fos sur mer : gros travail auprès des enfants pour mieux valoriser auprès des parents la qualité des repas pour canaliser les réactions habituelles des enfants « c'est bon, c'est pas bon ».

La ville de Salon de Provence : accompagnement pédagogique de la consommation des repas ; focus sur les selfs en école élémentaire qui sont un outil de responsabilisation des enfants. Et c'est un travail important auprès des enfants et des accompagnateurs et qui permet d'avoir 1,85€ en part en denrées avec peu de gaspillages. (Service de restauration s'effectue via une gestion en régie). Un projet anti-gaspi est développé sur la ville.

La ville de L'Isle sur Sorgues a développé aussi tout un travail de grande proximité auprès des agriculteurs locaux.

Rappel : Obligation de réduire de 30% le gaspillage existant.

Discussion liée à l'usage des self-services : augmentation du temps de prise du repas, mais il y a aussi un retour pointant une moindre convivia-

lité, sauf quand il y a un fort investissement des accompagnateurs périscolaires.

- Les bilans des communes liées aux actions d'économies engagées depuis 2 ans.

Le niveau d'engagement des communes dans les écoles : rappel des fondements historiques liés à l'investissement (bâtiments), au nettoyage et aux fournitures scolaires (garantir le fonctionnement des classes).

Rappel général : le premier impact des économies a touché aujourd'hui à l'investissement qui est pour les écoles l'obligation de base des communes (la qualité des bâtiments). Mais il faut probablement s'attendre à un besoin de réinterroger notre niveau de service public et nos modes de gestion dans les années qui viennent compte tenu de la continuation de la réduction de la dépense publique. Ce qui va supposer de refixer des fondamentaux : 1 enseignant est formé pour gérer une classe seule. Cela étant, on connaît son utilité pour la bonne gestion des classes maternelles que d'avoir 1 ATSEM par classe. Les économies peuvent parfois aussi directement concerner l'Etat via la baisse de ses capacités de remplacement des enseignants, par exemple.

La dépense en ATSEM :

La ville de Marignane : un début de réduction du nombre d'ATSEM/classe ; 1 ATSEM de moins que de classes, sans distinction de la taille des écoles mais en prenant en compte la présence de double niveau. L'inconvénient est qu'il faut remplacer les ATSEM en moins pour le temps périscolaire. Rappel du texte : c'est 1 ATSEM par école au niveau des textes.

La dépense en vacataire : quelle évolution ? Quels moyens en personnel ?

La ville de Salon : En périscolaire et extrascolaire, la base des moyens est essentiellement constituée de vacataires complétée par 20% à 30% pour les ATSEM, agents d'entretien en faisant appel à des vacataires.

La ville d'Avignon : Arrivée d'emplois aidés (CAE) 10 sur 400 ; arrêt des recrutements des ATSEM sur concours ; orientation vers une gestion comptable des postes avec uniquement des recrutements internes, même en ramenant vers le bas, les niveaux de grade par exemple (on passe d'un B à un C).

Travail sur les modes de gestion :

La ville de Marignane : marché de délégation pour l'entretien des locaux scolaires et sportifs : mais locaux plus propres avec les agents de la société, car les agents ville ne sont pas remplacés au fil des départs à la retraite et le taux d'absentéisme est très important. Il faut cependant, un contrôle accru des marchés de nettoyage confiés à un prestataire.

A Marignane, il y a un constat que la gestion du nettoyage en marché est d'un coût moins élevé et plus efficace.

La ville de Martigues : pas d'orientations à la baisse pour le moment car secteur protégé. Mais problème lié à l'absentéisme qui augmente et il y aurait besoin de créer des titulaires remplaçantes qui ne se fait pas et qui oblige à faire appel à de la vacation, surtout dans les crèches et les équipes sont fragilisées et ce qui accentue l'absentéisme avec un sérieux problème de reclassement en crèches mais aussi dans les métiers de la restauration et les agents d'entretien.

La ville d'Aix : le recours à la vacation : 1 ATSEM par classe qui est érodé car moins de remplacement possible, idem pour les personnels d'entretien et de restauration. La commande est d'arrêter d'augmenter la masse salariale et de réinterroger les périmètres et les cycles de travail.

La ville d'Istres : Education qui reste une priorité ; pas de modification des moyens en ATSEM ; pour les missions d'entretien des locaux, départ à la retraite non remplacée et remplacement par des vacataires. Pour les animateurs, suppression des postes de remplaçants avec réduction des vacations, mais travail sur le dé précarisation. La ville de Gignac (9 000 habitants) : financer les TAP avec transfert de 15% des dépenses en moins sur les autres secteurs. L'Education reste une priorité et recrutement même d'1 ATSEM de plus. Mais beaucoup de contrats aidés sur les missions d'entretien et il y a une interrogation sur ces contrats et une probable externalisation du service entretien.

La ville de Fos sur Mer : Priorité maintenue à l'éducation. Il y a une souffrance dans les services techniques avec une baisse des moyens dans ce domaine (passage de 70 à 22 depuis quelques années). Mais dans l'éducation, il y a même eu des vrais gains d'emplois en plus pour la qualité des services (+35 postes d'animateurs).

La ville d'Aubagne (4200 élèves) : Volonté de la baisse du poste 012 avec externalisation de la restauration scolaire (mais 33 personnes titulaires qui n'ont pas voulu aller avec le délégataire) ; Retour sur une politique de consolidation de poste entretien et périscolaire qui va être remis en cause pour aller vers une externalisation ; idem pour les agents d'entretien dont la mission pourrait être aussi externalisée. La recherche d'un moindre coût avec une volonté de limiter les baisses de niveau de service. En revanche, il y a désormais une confiance sur la qualité du service périscolaire péri-éducatifs au bout de la 2^e année de mise en

œuvre des rythmes scolaires et, pour le moment, pas de remise en cause des Nap (le vendredi après-midi), avec un constat d'usure des personnels qui ont une demi-journée de plus avec des enfants. Plus de recrutements mais avec une politique de formation pour professionnaliser les équipes.

La ville d'Avignon : travail sur les économies relatives aux produits et matériels d'entretien, il y a eu -30%, rien qu'avec des actions de contrôle sur la base de ratio de consommation par enfant qui rationalise les dépenses.

Démarche de lutte contre l'absentéisme : **Exemple de Cholet** : via une analyse ergonomique qui a été faite à partir du métier d'ATSEM pour les postes de travail via une démarche d'observation, école par école, temps par temps (ateliers, travail en restaurants scolaire, etc.). Action ensuite sur les matériels, sur les ateliers, sur le travail supplémentaire que nécessite certains menus, sur l'Agencement des mobiliers, etc. qui a permis aussi des travailler sur les postures. Ils ont recruté un ergonome pendant 3 mois pour faire ce travail.

Ce travail a été suivi ensuite d'un dialogue, un retour sur les missions, les rapports aux enseignants, les fatigues de fin de journée, etc. La charte existante a été rebâtie à parti de fiches pratiques et il a pu être pleinement tenu compte des réalités très précises des conditions de fonctionnement des agents ATSEMs.

Observation : *il faut mieux montrer l'efficacité de nos actions de gestion et de nos services à l'enfant. Nous sommes aussi pénalisé par l'absence de questionner nos actions sur la base de référentiels qui n'existent pas et qui nous amènent uniquement à s'appuyer sur des comparaisons entre villes. (Nota : nettoyage des sanitaires 4 fois par jour).*

Un travail sur les équilibres économiques des contrats et réinterroger les conditions de financements est aussi une économie possible.

• Questions diverses.

- Enquête sur les PEDT – 1^{er} rapport intermédiaire devrait remonter aux alentours du 15 décembre 2016
- Toulon exprime que les réponses aux questionnaires, sont souvent des questions fermées ne permettant pas de faire un retour qualitatif (il fallait répondre avant le 18 novembre).
- Forum de la petite enfance à la Ciotat en mai 2017, distribution des flyers 2016
- Printemps des écoles à la Ciotat les 5, 6 et 7 avril 2017

Pour cette cinquième édition du Printemps des écoles, La Ciotat – ville éducatrice et l'ensemble de ses partenaires offrent une nouvelle impulsion à ce rendez-vous annuel des acteurs de l'éducation. Le Salon Éducation et Territoires 2017 poursuivra ses rencontres éducatives, ses ateliers pédagogiques et ludiques ouverts à tous, ses espaces de formation avec pour thème fédérateur : «Faire ensemble». Il développera un concept très large d'échanges et de débats avec la journée du 6 avril consacrée à l'évaluation des Projets Éducatifs de Territoires co-construite avec l'ANDEV et la participation de nombreux réseaux nationaux.

Les élus et les techniciens des collectivités territoriales auront un espace privilégié, un temps de réflexion, d'échange, d'expérience et de rencontre avec les personnels Education nationale, les réseaux nationaux, les parents, les partenaires publics, associatifs et privés. Réservez vos dates ! Ouverture des inscriptions aux ateliers qui se dérouleront le jeudi 6 avril 2017 :

Informations et réservations :

Mairie : 04 42 83 89 93 printempsdesecoles@mairie-laciotat.f

- Rencontre de l'Orme CANOPE à Marseille : 31 mai - 1^{er} juin 2017. Constitution d'un groupe de travail pour l'espace Ville Numériques. Prévoir une présentation du réseau Canopé et des actions de valorisation des contenus Canopé au prochain groupe régional. Projet d'une journée JA avec le CNFPT.
- Edition Weka : Au regard de la charte de l'enseignement artistique et culturelle présentée le 8 juillet 2016 en Avignon et la participation de l'ANDEV aux assises de la FNADAC en mars 2017 à Strasbourg, les actes « éducation et culture » seront publiés au regard de leur pertinence même s'ils datent du Congrès de l'ANDEV à Aix en Provence, réalisé en 2005 ;
- Projet du congrès ANDEV en 2018 ou 2019 à Marseille : constitution du groupe scientifique par des personnes volontaires du groupe ;
- Le prochain groupe régional « Sud Méditerranée » sera accueilli par la ville de Salon de Provence le vendredi 17 Mars 2017

**Par Chantal Bandel,
Thierry Léouffre
et Janine Bouvat**

**Équipe coordonnatrice du réseau
sud-méditerranée
Membres du Conseil d'administration
et de la Commission Permanente
de l'ANDEV**

L'action éducative en pratique

Univers dans lequel se croisent des problématiques d'ordre juridique, administratif, financier mais également pédagogique ou encore managérial, l'action éducative locale constitue un environnement professionnel infiniment riche et passionnant mais de plus en plus complexe. Dédiée à l'accompagnement opérationnel des cadres intervenant dans le secteur éducatif, L'Action éducative en pratique vous donne accès à 160 fiches actualisées en permanence, 240 outils et modèles de documents téléchargeables, à une base de données juridiques mais également à un forum où poser vos questions à nos experts, à l'actualité des collectivités territoriales... Bénéficiant ainsi de l'expertise de professionnels désireux de partager leur expérience de terrain, vous disposerez de toutes les clés méthodologiques nécessaires pour appréhender les problématiques que vous rencontrez au quotidien. Pour toute question ou suggestion, n'hésitez pas à contacter notre service client au 01 53 35 17 17 ou par mail : relation.clientele@weka.fr



Éditions WEKA
L'abonnement comprend :
 1. Le guide de référence ;
 2. L'accès au site Internet des abonnées www.weka.fr ;
 3. La lettre d'information hebdomadaire
 Tarif : 465 euros TTC (hors frais de port 9 euros TTC).

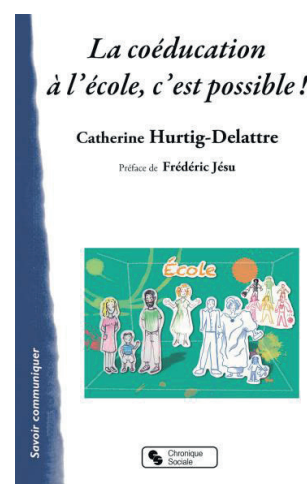
Tarif préférentiel à 395,75 euros pour les membres de l'ANDEV Contactez WEKA au 01.53.35.16.16

La coéducation à l'école, c'est possible !

HURTIG-DELATTRE, Catherine (Préface de Frédéric Jésus) Lyon : Editions Chronique sociale-Savoir communiquer, novembre 2016, 296 pages.

« En affirmant que « la coéducation à l'école, c'est possible », Catherine Hurtig-Delattre pose un ensemble de jalons utiles, nécessaires et courageux. Elle le fait en déclinant trois principes : « accueillir », « informer », « dialoguer », qui sont à la fois des cadres et des guides permettant de construire différentes occasions de rencontres et d'échanges avec les parents et cela le plus souvent en présence des enfants, ce qui n'est pas anodin. Les pratiques résultant de ces principes forment le « terreau de la coéducation » grâce aux postures relationnelles qui les sous-tendent et qu'elles inspirent. À tel point que ces postures tendent à devenir mutuelles entre parents et professionnels et qu'elles suscitent un désir commun de participation raisonnée aux projets, tant individuels que collectifs, qui structurent les parcours et la vie scolaires de chaque enfant.

Empathie, bienveillance, non-jugement inconditionnel, parité d'estime, volontarisme de la confiance tissée, de la main tendue et du coude-à-coude (plutôt que du face à face ou du dos à dos) dans la recherche d'un chemin partagé, aptitude à solliciter des ressources extérieures pour contribuer à la résolution de problèmes : tels sont quelques-uns des mots-clés qui caractérisent ces pratiques et ces postures relationnelles mobilisées en différentes circonstances quotidiennes ou spécifiques que l'auteure décrit aussi minutieusement les unes que les autres.



Réduire les tensions éducatives et relationnelles à l'école, au bénéfice de tous et notamment des enfants, de leurs apprentissages et de leur bien-être, est manifestement l'un des principaux objectifs visés par Catherine Hurtig-Delattre au fil de son ouvrage, qui s'avère à cet égard constituer le premier véritable guide pratique de la coéducation à l'usage des enseignants et des parents. »

Les grands penseurs de l'éducation SCIENCES Humaines N°45

https://www.scienceshumaines.com/editorial-la-faute-a-rousseau_fr_37158.html

Ce numéro invite des penseurs de tous pays qui ont proposé une conception robuste de la manière d'éduquer. Et qui tous ont quelque chose à nous donner à penser sur les manières d'apprendre, de former, de transmettre et en définitive de forger les sociétés humaines.

Au sommaire : Platon, Confucius, Montaigne, Les arts libéraux du Moyen-Âge, Comenius, Les jésuites, John Locke, Rousseau, Condorcet, Le docteur Itard, les évolutionnistes, John Dewey, Maria Montessori, Janusz Korczak, Alain, Rabindranath Tagore, Gaston Bachelard, Les hussards noirs de la République, la naissance de l'éducation populaire, Alfred Pinet, Jean Piaget, Célestin Freinet, Lev Vigotski, Donald Winnicott, Skinner, Carl R. Rogers, Ivan Illich, Pierre Bourdieu, Howard Gardner, Jérôme Bruner, Albert Bandura, Edgar Morin et Galaxie de contemporain.

Brèves d'enfants en maternelle, le bazar fait bien les choses

Pierre-Antoine Meynier,
Éditeur Chiflet & Cie, 2015 ISBN 2351642295,
9782351642290

Souvent drôles, parfois tendres ou au contraire cruelles, elles sont déconcertantes car elles subjuguent, elles questionnent sur leur véracité, elles enthousiasment par leur originalité et imposent au lecteur que nous sommes une réelle admiration pour leurs auteurs qui ne sont encore que des enfants de 3 à 6 ans.

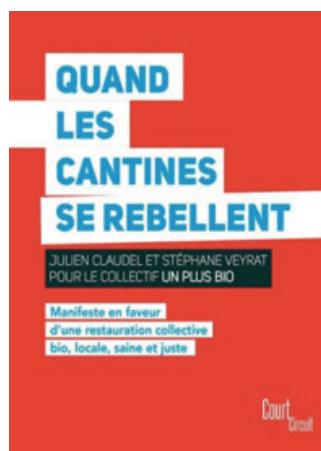


« Elles », ce sont bien sûr ces fantaisies de langage, ces petites perles (ou ces gros rubis) qui sortent de la bouche d'un élève de maternelle, sans s'annoncer, sans crier gare. Toute la journée, elles fusent. Elles se transmettent entre collègues, en grand oratoire, en petits comités, pendant la pause de midi, lorsque deux classes se croisent ou en récréation.

Elles s'apprécient d'un rire, d'un simple rictus ou d'un fou-rire gaillard. Malheureusement elles s'oublient

Un Manifeste « Quand les cantines se rebellent »

pour une restauration collective bio, locale, saine et juste, vient d'être publié par Julien Claudel et Stéphane Veyrat, pour le collectif Un Plus Bio. Il démontre à travers une série de solutions de terrain de la fourche à la fourchette comment l'alimentation peut être au cœur d'un beau changement de société.



Cantines bio, le guide des parents est sorti. Vous pouvez le télécharger : <http://www.unplusbio.org/cantines-bio-telechargez-guide-pratique-parents/>

Éditions de l'ANDEV :
Ville de Saint Denis, Centre
administratif, 2 place du
Caquet, 93200 Saint Denis

Directrice de la publication
Rozenn Merrien

Rédaction ANDEV,
Comité de rédaction
Rozenn Merrien, Janine Bou-
vat, Bernard Maillard, Thierry
Vasse, Nicolas Debucquet

Maquette - Réalisation
Réseau Canopé

Imprimerie de Réseau Canopé
Téléport1@4 BP 80158 86961
Futuroscope Cedex

ISSN en cours
Dépôt légal MARS 2017

